

CI-08/CONF.201/2  
20 mars 2008  
Original: anglais/français

**P**ROGRAMME  
**I**NTERNATIONAL POUR LE  
**D**ÉVELOPPEMENT DE LA  
**C**OMMUNICATION

**NOUVEAUX PROJETS SOUMIS AU  
PIDC**

**PARTIE III : AMERIQUE LATINE ET CARAÏBES**

**BUREAU DU PIDC**  
**Cinquante et deuxième réunion**



**SIÈGE DE L'UNESCO, PARIS**  
**23 - 25 AVRIL 2008**



## TABLE DES MATIERES

<b>AMERIQUE LATINE ET CARAÏBES</b>			
<i>PROJETS REGIONAUX</i>			
1.	PDC/52 RLA/01	AMARC: DROITS HUMAINS EN AMERIQUE LATINE ET AUX CARAÏBES	5
2.	PDC/52 RLA/02	CIMAC: ÉLARGISSEMENT DE LA NOTION DE GENRE DANS LES MÉDIAS DU MEXIQUE ET D'AMÉRIQUE CENTRALE	10
3.	PDC/52 RLA/03	EDUCONS: PORTAIL INTERNET DES RADIOS DES CARAÏBES : EXTENSION DE LA PORTEE ET DE L'IMPACT DES STATIONS DE RADIO AUX CARAÏBES	15
4.	PDC/52 RLA/04	IIHR: RENFORCEMENT DE L'IMPACT DE LA SOCIETE CIVILE SUR LA DIVERSITE ET LE PLURALISME DES MEDIAS DE MASSE A L'AGE NUMERIQUE	20
5.	PDC/52 RLA/05	JOURNALISME SCIENTIFIQUE : ATELIER DE FORMATION ET RÉSEAU OPERATIONNEL	26
6.	PDC/52 RLA/06	INCREASE REGIONAL MEDIA CAPACITY TO REPORT ON THE REGION'S JUSTICE SYSTEM (LABURN COM)	32
<i>PROJETS NATIONAUX</i>			
7.	PDC/52 BAH/01	BAHAMAS : RADIO COB : COLLÈGE DES BAHAMAS	38
8.	PDC/52 CHL/01	CHILE : “EL CIUDADANO ”, MODÈLE DE MÉDIA CITOYEN	43
9.	PDC/52 COL/01	COLOMBIE : SÉMINAIRE-ATELIER :“LE JOURNALISME DANS LES ZONES DE CONFLIT ET DE POST- CONFLIT EN COLOMBIE	49
10.	PDC/52 CUB/01	CUBA : NUMÉRISATION DES ARCHIVES DE LA TÉLÉVISION ET FORMATION AUX TECHNIQUES DE CONSERVATION ET DE NUMÉRISATION	55
11.	PDC/52 GUY/01	GUYANA : FORMATION A LA PRODUCTION DE PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES DE NATURE CULTURELLE	61
12.	PDC/52 NIC/01	NICARAGUA : RÉSEAU NATIONAL D'ÉCHANGES DE CONTENUS AUDIOVISUELS ENTRE LES STATIONS DE RADIO ET DE TÉLÉVISION COMMUNAUTAIRES	66
13.	PDC/52 PAN/01	PANAMA : PROGRAMME DE FORMATION POUR LES JOURNALISTES POPULAIRES : TECHNIQUES PRATIQUES POUR RENFORCER LEUR NIVEAU PROFESSIONNEL	72
14.	PDC/52 PER/01	PEROÚ: FORMATION ITINÉRANTE POUR LES JOURNALISTES ET LES ÉQUIPES TECHNIQUES DE “RED TV ”	77
15.	PDC/52 STL/01	SAINTE-LUCIE : “ONE STOP SPORTS ” CHAÎNE CÂBLÉE DE TÉLÉVISION LOCALE	83
16.	PDC/52 STV/01	St. VINCENT & LES GRENADINES : FORMATION AU JOURNALISME EN LIGNE	89



# REGIONAL

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>AMARC : DROITS HUMAINS EN AMERIQUE LATINE ET AUX CARAÏBES</b>
2.	<b>NUMERO</b>	<b>PDC/52 RLA/01</b>
3.	<b>CATEGORIE DE MEDIA</b>	Radio communautaire
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITE DU PIDC</b>	Liberté d'expression et pluralisme des médias; Développement des médias communautaires; Développement des ressources humaines; Promotion du partenariat international
5.	<b>PORTEE (nationale, régionale, interrégionale)</b>	Régionale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDEE</b>	Financière
7.	<b>COUT TOTAL DU PROJET</b>	27 200 \$US
8.	<b>MONTANT DEMANDE AU PIDC</b>	17 900 \$US
9.	<b>BENEFICIAIRE DU PROJET</b>	Association mondiale de la radiodiffusion communautaire - Amérique Latine et Caraïbes (AMARC-ALC)
10.	<b>MAITRE D'OEUVRE</b>	Association mondiale de la radiodiffusion communautaire - Amérique Latine et Caraïbes (AMARC-ALC)
11.	<b>LOCALISATION</b>	Buenos Aires, Argentine
12.	<b>PROJET PREPARE PAR</b>	Association mondiale de la radiodiffusion communautaire - Amérique Latine et Caraïbes (AMARC-ALC)
<b>DECISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRESENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

En Amérique Latine et aux Caraïbes, comme dans d'autres domaines, il existe des liens entre le secteur de la communication et les inégalités sociales, économiques et politiques. Un petit nombre de compagnies possèdent une grande partie des journaux, des radiodiffuseurs, des stations de télévision, de l'industrie du câble et de l'Internet, de la téléphonie et du mobile. L'acharnement contre les journalistes communautaires et les projets de communication, les violations de la liberté d'expression et la concentration des médias existent encore dans la plupart des pays.

Dans ce contexte, la communauté médiatique présente une voie propre pour faire face aux effets de la concentration des médias. C'est pourquoi la communauté médiatique s'est assignée le défi de fournir des informations exactes qui embrassent des sujets locaux et mondiaux et permettent à d'autres voix d'avoir une expression publique. Il existe des tribunes où les préoccupations sont spécifiques aux couches marginalisées, aux populations autochtones, aux paysans, aux femmes, aux enfants et aux jeunes dont les droits ne sont pas pris en considération.

La possibilité pour la communauté médiatique de mettre en pratique une communication qui exerce une quelconque influence sur cette situation est affectée par l'insuffisance des ressources économiques, l'absence de formation professionnelle, la difficulté de réagir aux situations du moment et de veiller aux processus politiques, économiques et culturels.

Dans ce cadre, l'agence d'information Pulsar, membre d'AMARC – ALC, offre sur son site web aux radiodiffuseurs communautaires et indépendants un éventail complet d'informations sur des sujets d'intérêt pour les citoyens, trois courriers électroniques à ses 3 200 abonnés, une couverture médiatique et des campagnes spéciales. La mise en place d'un réseau de correspondants constitue l'un des ses plus grands chapitres budgétaires déficitaires de ces dernières années.

En conséquence, ce projet a pour but d'initier un processus de formation qui permette à la nouvelle génération de journalistes communautaires de bénéficier d'une formation spécifique sur les droits humains et la production journalistique, et de faire partie du réseau des correspondants de Pulsar. A cet effet, nous proposons d'organiser un atelier, des échanges virtuels, de concevoir un manuel et un dispositif connectant les projets de locaux de communication et ceux de niveau régional de manière à accroître la qualité et la quantité des informations et des éléments audiovisuels disponibles à l'agence, à produire sept documents spéciaux et deux d'investigation sur les droits humains en Amérique Latine et aux Caraïbes.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

- Le réseau de correspondants de Pulsar prendra part au processus de formation, qui comprendra des journalistes des stations associées d'AMARC-ALC dans la sous-région (Amérique latine, Brésil, les pays andins, l'Amérique centrale, le Mexique et les Caraïbes) et le réseau des femmes d'AMARC-ALC ;
- 400 membres associés directs d'AMARC-ALC, plus de 1 200 associés indirects et 3 200 abonnés de Pulsar ;
- Les communautés et le public en général, là où les radios communautaires d'AMARC-ALC sont présentes. La population et les organisations des communautés défavorisées.

### **3. OBJECTIFS IMMEDIATS**

Formation d'un premier groupe de sept journalistes communautaires (représentant les six sous-régions d'Amérique latine et des Caraïbes et le réseau des femmes d'AMARC-ALC) à la production journalistique pour la défense des droits humains, en commençant par l'analyse des réalités de l'Amérique latine et des Caraïbes.

### **4. OBJECTIFS DE DEVELOPMENT**

Contribuer aux actions et réflexions sur la défense des droits humains en Amérique latine et aux Caraïbes au bénéfice des groupes marginalisés.

### **5. INVESTISSEMENTS**

- Voyages aériens, hébergement, frais de subsistance, et transports des sept participants;
- Matériels de formation ;
- Ressources humaines (planification, coordination, logistique) ;
- Invitation d'un journaliste expérimenté en communication communautaire et en droits humains ;
- Conception et publication d'un manuel de formation pour les journalistes (400 exemplaires et en ligne).

### **6. RESULTATS**

- Un réseau de correspondants formé par des représentants de toute la sous-région d'Amérique latine et des Caraïbes et le réseau des femmes d'AMARC-ALC (7 communicateurs à la première phase et 14 à la seconde) ;
- Une analyse des réalités régionales mettant l'accent sur les droits humains en tant qu'investissement pour le travail journalistique ;
- Un atelier de formation de quatre jours sur la formation journalistique et l'analyse de la situation sociale relative aux droits humains en Amérique latine aura lieu à Buenos Aires (Argentine) pour 7 journalistes communautaires représentant les six sous-régions d'AMARC-ALC d'Amérique latine et des Caraïbes, et une représentante du réseau des femmes d'AMARC-ALC ;
- Un journaliste expérimenté en droits humains et en communication communautaire sera invité pour approfondir les sujets abordés ;
- Davantage d'informations et de documents audiovisuels relatifs aux droits humains produits par l'agence de presse Pulsar à l'intention des associés et abonnés d'AMARC-ALC ;
- Sept documents spéciaux et deux enquêtes effectuées par les correspondants du réseau de l'agence de presse Pulsar, qui seront mis en ligne sur le site web de Pulsar.

### **7. ACTIVITES**

- Processus de formation (planification, échanges d'informations, tenue de l'atelier);
- Publication du manuel à l'usage des correspondants de Pulsar ;
- Recherche sur les droits humains en Amérique latine par une équipe de correspondants de Pulsar.

## 8. PLAN DE TRAVAIL

Mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
<b>1. Atelier</b>												
1.1. planification	■											
1.2. échange		■	■									
1.3. atelier			■									
<b>2. Publication</b>												
2.1. rédaction				■	■							
2.2. édition et validation						■						
2.3. conception, publication et distribution							■	■				
2.4. conception et publication numérique							■	■				
<b>3. Correspondant s</b>												
3.1. dépêche hebdomadaire				■	■	■						
3.2. deux dépêches hebdomadaires								■	■	■	■	■
3.3. arrivée de nouveaux correspondants										■		
3.4. rapports locaux				■	■	■	■	■	■	■	■	■
<b>4. recherche et publication du site web</b>									■	■	■	■

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

L'Association mondiale de la radiodiffusion communautaire (AMARC) a été créée en 1983 à Montréal. Son bureau d'Amérique latine et des Caraïbes a été installé en 1990. L'agence de presse Pulsar est l'un des projets mis en œuvre par AMARC-ALC destinée à la démocratisation de la communication dans le continent. L'objectif de Pulsar de faciliter l'accès à des informations précises et essentielles, grâce aux nouvelles technologies, aux radios communautaires.

## 10. VIABILITE A LONG TERME

- Contribution (cotisation annuelle) de plus de 400 membres associés d'AMARC-ALC;
- Coopération internationale dans le cadre des programmes d'action, des missions et des buts d'AMARC-ALC ;
- Conception et mise en œuvre de campagnes radiophoniques.

## 11. SUIVI DU PROJET

Nous suggérons que le suivi du projet soit effectué par Bruce Girard, directeur de COMUNICA et fondateur de l'agence d'information Pulsar.

## 12. EVALUATIONS EFFECTUEES

Le projet résulte des lignes d'action stratégique, et plus particulièrement de l'agence d'information Pulsar. En 2006, une enquête sur les services de Pulsar a été diligentée. Ses résultats sont en ligne sur [www.agenciapulsar.org/encuesta](http://www.agenciapulsar.org/encuesta).

## 13. RAPPORTS D'ACTIVITE DE L'ORGANISME BENEFICIAIRE

Nous effectuons nos évaluations partielles et présenteront un rapport final sur les résultats attendus et les objectifs conformément aux règlements de l'UNESCO.



## C. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

#### Région des Caraïbes :

- Pratiques éthiques, formation journalistique et gestion de la liberté de la presse (2005);
- Atelier de formation des journalistes à la couverture des ouragans dans les Caraïbes (2007) ;
- Radioteca : plateforme multiculturelle audiovisuelle.

### Activités préparatoires

Formation des formateurs de radios communautaires. Un projet régional mis en œuvre par le programme de formation d'AMARC-ALC (2005).

## D. BUDGET

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

Voyages aériens (de 7 participants et d'un invité) de divers pays d'Amérique latine:	8 000
Hébergement, subsistance et transport (4 jours):	2 400
Matériels et logistique:	1 200
Publication du manuel (conception, honoraires, portail pour le site web, impression de 400 exemplaires, distribution de matériel imprimé):	4 200
Recherche (conception, coordination, portail de site web):	1 100
Suivi:	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>17 900</u></b>

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BENEFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)

Matériels et logistique:	1 300
Publication du manuel (conception, honoraires, portail de site web):	1 000
Correspondants et coordination générale ( <i>un an</i> ):	4 800
Communications ( <i>un an</i> ):	1 200
Recherche (conception, coordination, portail de site web):	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>9 300</u></b>

# RÉGIONAL

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>CIMAC : ÉLARGISSEMENT DE LA NOTION DE GENRE DANS LES MÉDIAS DU MEXIQUE ET D'AMÉRIQUE CENTRALE</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/52 RLA/02</b>
3.	<b>CATÉGORIE DE MÉDIA</b>	Presse écrite, radio et Internet
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Renforcement des ressources humaines Pluralisme des médias ; Liberté d'expression et de la presse
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Régionale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 51 600
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 21 000
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Communication et information de la Femme <i>Comunicación e Información de la Mujer</i> (CIMAC)
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Communication et information de la Femme <i>Comunicación e Información de la Mujer</i> (CIMAC)
11.	<b>LOCALISATION</b>	Mexique, Nicaragua, Honduras, Guatemala, et El Salvador
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Lucía Lagunes Huerta, Secrétaire Exécutive, Miriam Ruiz Mendoza, Coordinatrice, Développement et Ressources
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

La CIMAC (*Comunicación e Información de la Mujer*) a été fondée au Mexique en 1988 par un groupe de femmes journalistes. Les femmes, leurs espérances et leurs réussites ne sont guère prises en compte dans les médias de masse du Mexique. C'est la raison pour laquelle la CIMAC s'attache à faire valoir des points de vue qui reflètent le caractère global et pluriel du monde qui nous entoure. Nous y parvenons en diffusant des informations concernant les femmes, leur formation, en établissant des contacts avec les journalistes et en mettant l'accent sur leur potentiel professionnel au sein de la société civile, afin de susciter l'intérêt des médias de manière plus efficace.

La situation générale dans les 32 Etats qui composent le Mexique ainsi que dans la plupart des médias de la région Amérique centrale est identique : il y a peu d'occasions de montrer des images positives de la population féminine, et les femmes sont vulnérables dans l'exercice de la profession de journaliste, comme cela a été souvent évoqué par les membres du Réseau National des Journalistes et du Réseau des Journalistes du Mexique, d'Amérique centrale et des Caraïbes (*Red Nacional de Periodistas y la Red de Periodistas México, Centroamérica y el Caribe*) depuis plus de dix ans, pour tenter de parvenir à élargir la notion de genre dans toute la région.

Les journalistes qui sont membres des réseaux mentionnés contribuent à faire progresser l'idée d'un journalisme non sexiste. L'une de leurs stratégies consiste à envoyer des articles à CIMACNOTICIAS, l'agence de presse à but non lucratif coordonnée par la CIMAC depuis Mexico, diffusés principalement dans tous les pays hispanophones. En même temps, c'est un organisme de presse professionnel et réputé qui est en tête des médias (communautaires ou agences internationales) pour ce qui concerne la condition sociale des femmes et des droits humains.

Le modèle de communication de la CIMAC est considéré comme un moyen de faire valoir la cause des femmes, en même temps que d'autres questions jugées sans grande importance. Nous savons qu'il reste encore un long chemin à parcourir pour que ces problèmes soient considérés comme prioritaires dans la région. Nous avons également conscience de la nécessité d'identifier de jeunes communicateurs de la région qui présenteront dans les médias une image plus complète de la femme bien intégrée.

Nous sommes également conscients que ce projet va dans le sens des priorités du PIDC en matière de ressources humaines, du pluralisme des médias et du renforcement de la liberté d'expression et de la presse. Par ailleurs, ce projet est conforme à ligne d'action de l'UNESCO en faveur de l'émancipation des femmes.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Le premier groupe est composé d'hommes et de femmes membres des réseaux de journalistes. Il représente pour le seul Mexique 47 publications, 50 émissions de radio et de nombreux programmes de télévision dans une perspective de non-discrimination ; s'y ajoutent les journalistes qui s'attachent à la promotion de la femme dans onze pays d'Amérique centrale et des Caraïbes.

Un deuxième groupe est formé par le personnel de la rédaction et les correspondants de CIMACNOTICIAS, notre agence de presse qui alimente les journaux, les magazines, les émissions de radio et de télévision, dont le site web reçoit une moyenne de 20 000 appels par jour.

### **3. OBJECTIF IMMÉDIAT**

25 journalistes provenant de six pays membres du Réseau de Journalistes et du personnel de CIMACNOTICIAS vont participer à l'atelier de trois jours organisé à Mexico sur le thème "*Outils pour un journalisme non sexiste*". Il a pour objet de concevoir l'activité journalistique dans une approche globale, après avoir approfondi les éléments de base du plan d'action régional et les techniques de presse appropriées.

### **4. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT**

L'amélioration de la condition sociale des femmes résultera d'un large débat sur l'information non sexiste dans les médias du Mexique et d'Amérique centrale avec les membres des réseaux de journalistes œuvrant en faveur de la non-discrimination.

### **5. INVESTISSEMENTS**

#### Ressources humaines :

- Coordonnateur du projet ;
- Chef de rubrique ;
- Secrétaire de rédaction ;
- Webmaster ;
- Logistique et assistant administratif ;
- 2 modérateurs spécialisés dans le journalisme non sexiste ;
- Evalueur.

#### Équipement:

- Appui administratif et communications ;
- Locaux pour l'atelier régional ;
- Transport pour les participants ;
- Hébergement et subsistance ;
- Manuel de style.

### **6. RÉSULTATS**

25 journalistes du Réseau National de Journalistes, le Réseau des Journalistes du Mexique, d'Amérique centrale et des Caraïbes et le personnel de CIMACNOTICIAS auront reçu une formation à l'exercice du journalisme dans une optique non discriminatoire et de meilleures données d'investigation à l'occasion de l'atelier de deux jours : "*Outils pour un journalisme non sexiste*".

### **7. ACTIVITÉS**

- Réunion préparatoire avec l'équipe affectée au projet ;
- Mise à jour du manuel de style pour un journalisme non sexiste ;
- Logistique et méthodologie pour l'atelier ;
- Invitations adressées aux 25 journalistes ;
- Évaluation des articles envoyés par les participants ;
- Production de grands reportages et d'articles (de l'investigation à l'édition) comme prévu dans l'atelier (1 par participant) ;
- Réactions communiquées aux participants (par courrier personnel ou par e-mail) ;

- Diffusion de nouveaux éléments par le biais de l'Agence ;
- Bilan des activités, modélisation, évaluation du projet.

## **8. PLAN DE TRAVAIL**

<b>Activités / Mois</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>8</b>
Préparation de l'atelier et du manuel								
Tenue de l'atelier								
Distribution des reportages et des articles								
Réactions								
Suivi et évaluations								

## **9. CADRE INSTITUTIONNEL**

Notre organisation est spécialisée depuis 1988 dans des activités de formation et de mise en réseau ; elle encourage les journalistes à publier des informations démocratiques et non sexistes. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un mécanisme bien rodé, et nous considérons de notre devoir de tirer le meilleur parti de l'action des membres du réseau et d'évaluer l'efficacité de la méthodologie.

## **10. VIABILITÉ A LONG TERME**

Les activités de base de la CIMAC sont assurées dans le cadre d'un projet de deux ans que nous avons signé avec la Fondation John & Catherine McArthur et un projet de trois ans avec la Fondation Böll. Nous avons mis en place une stratégie systématique d'activités lucratives et de ressources issues d'autres activités de formation et de communication avec la société civile ; cette stratégie nous a permis de nous maintenir depuis 1988.

## **11. SUIVI DU PROJET**

La CIMAC et le Réseau National de Journalistes assureront le suivi du projet. La CIMAC présentera régulièrement des rapports d'activité.

## **12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES**

Nous assurerons le suivi de toutes les activités entreprises. Nous prendrons des notes, des photographies, et nous mettrons en perspective les résultats de l'atelier pendant toute la durée du projet. Pour cela, nous nous baserons sur une évaluation constante de deux indicateurs (principalement au début et à la fin des activités du projet).

## **13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE**

La CIMAC transmettra un rapport d'activité au Conseiller pour la Communication et l'Information au Bureau l'UNESCO pour l'Amérique latine à San José de Costa Rica.

## **C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

### **Activités préparatoires**

Deux projets de formation sont actuellement en cours pour les journalistes, l'un est consacré à la Santé de la Mère, et soutenu par la Fondation John & Catherine McArthur ; l'autre est en relation avec la nouvelle Loi Générale pour une Existence Sans Violence sur les Femmes ; il est financé par

les organismes d'état qui œuvrent en faveur des femmes. En 2007, nous avons organisé un atelier national consacré au journalisme non sexiste, en collaboration avec la Haute Commission pour les Droits Humains à Mexico.

Au cours des cinq dernières années, nous avons entrepris des activités de formation et organisé des réunions consacrées au journalisme dans une optique de non-discrimination en Amérique latine, avec le soutien du Fonds des Nations unies pour la Population (UNFPA), du Fonds des Nations unies pour le Développement des Femmes (UNIFEM) et de la Fondation Heinrich Böll.

## D. BUDGET

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

Agence de Presse (8 mois) :	2 700
Site web (8 mois) :	1 500
Coordination du projet (8 mois) :	3 200
Chef de rubrique (8 mois) :	4 000
Deux intervenants pour la formation :	3 600
Consultant / chercheur (pour le manuel) :	1 500
Correcteur (pour le manuel) :	1 000
Conception du manuel :	600
Impression (200 exemplaires) :	1 900
Suivi et évaluation :	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>21 000</u></b>

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)

Transport aérien international (5 journalistes) :	3 820
Transport aérien intérieur et/ou bus (10 journalistes) :	4 430
Hébergement (15 participants × 3 nuits) :	3 400
Repas (25 participants × 3 jours) :	2 950
Atelier de 2 jours (bureaux et matériel de bureau, communications, locaux pour 25 participants) :	11 000
Administration (8 mois) :	5 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>30 600</u></b>

## REGIONAL

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	EDUCONS : PORTAIL INTERNET DES RADIOS DES CARAÏBES : EXTENSION DE LA PORTEE ET DE L'IMPACT DES STATIONS DE RADIO AUX CARAÏBES
2.	<b>NUMERO</b>	<b>PDC/52 RLA/03</b>
3.	<b>CATEGORIE DE MEDIA</b>	Radiodiffusion Internet
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITE DU PIDC</b>	Développement des médias communautaires ; promotion de la liberté d'expression et du pluralisme des médias ;
5.	<b>PORTEE</b> (nationale, régionale, interrégionale)	Régionale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDEE</b>	Equipement et formation
7.	<b>COUT TOTAL DU PROJET</b>	68 000 \$US
8.	<b>MONTANT DEMANDE AU PIDC</b>	54 500 \$US
9.	<b>BENEFICIAIRE DU PROJET</b>	Réseau caraïbe des centres communautaires multimédias (CCM)
10.	<b>MAITRE D'OEUVRE</b>	Réseau d'éducation et de communication de Surinam (EDUCONS), en collaboration avec la radio Hamalali Garifuna, de Bélize ( <i>Conseil national des Garifuna</i> )
11.	<b>LOCALISATION</b>	Surinam et Bélize
12.	<b>PROJET PREPARE PAR</b>	Mervin Jarman, consultant partenaire d'EDUCONS et radio Hamalali Garifuna, en liaison avec le bureau de l'UNESCO à Kingston
<b>DECISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRESENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Aux Caraïbes anglophone et néerlandophone, les médias de radiodiffusion sont libres et équitables d'une manière générale, mais il y subsiste encore dans certains pays l'influence des gouvernements et des groupes d'intérêt privés dans d'autres. L'influence des intérêts privés est alimenté par une tendance à la concentration médiatique dans les pays les plus développés et les plus peuplés des Caraïbes.

Par conséquent, au niveau communautaire, et en particulier des populations défavorisées, les citoyens ont peu voire pas du tout accès aux médias principaux. L'intérêt et l'attention ne leur sont accordés que lorsqu'on met au jour des activités criminelles ou d'autres circonstances négatives. Cette situation a généré l'absence de démocratie médiatique et de son corollaire, la démocratisation du contenu. Les médias communautaires sont une alternative aux principaux médias et offrent un accès sûr aux citoyens marginalisés.

Les médias communautaires, et en particulier les stations de radio communautaire, sont plus populaires dans la région. Cette situation doit beaucoup à l'action dans l'UNESCO dans ce secteur. Il y a à l'heure actuelle plus de 30 stations de radio communautaire, 4 stations de TV communautaires et 8 journaux communautaires dans les Caraïbes. Plus de 70 % de ces stations de radio communautaires ont été soit créées grâce au soutien de l'UNESCO ou en ont reçu un soutien pour l'amélioration des compétences.

Le projet de CCM soutenu par l'UNESCO dans les Caraïbes a donné des résultats intéressants : des instances territoriales qui accroissent leur créativité dans la conception des contenus répondant aux défis spécifiques posés à leur communauté. L'appui initial obtenu pour l'expérimentation du portail Internet des radios caraïbes (CIRP) – *le site web mcclinks* - a permis d'intégrer ces activités en tant qu'approche caraïbe du développement de CCM comme instruments de réduction de la pauvreté, de renforcement de la démocratie et de la bonne gouvernance par le biais la liberté d'expression et de l'accès à l'information.

Le CIRP est un collectif représentant les communautés qu'il dessert. Les résultats sont patents, par exemple *Radio Toco*, qui réussit à élever la prise conscience relative au HIV et un comportement sexuel responsable à Toco (Trinité) ou *Radio Paiwomak* et ses premiers pas dans la prise de conscience environnementale et pour la protection des forêts tropicales humides de Guyane, ou encore *Roots FM*, et son action communautaire de rassemblement des communautés face à l'escalade du crime. Les indications sont claires, d'après lesquelles la radio communautaire, surtout accompagnée de services de TI, est un moyen puissant de développement social.

Ce projet se propose de renforcer la portée et l'impact des stations de radio communautaires des Caraïbes tout en facilitant la mise en réseau de ces petites stations de radio communautaire grâce à l'offre aux CCM de ressources directes diverses, une présence interactive, la formation des professionnels de médias au journalisme en ligne et à la radiodiffusion en ligne.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

- Les bénéficiaires directs sont les professionnels de médias communautaires, hommes, femmes et jeunes, y compris les autochtones qui font marcher ces stations de radio communautaire.
- Les bénéficiaires indirects sont les habitants de ces communautés rurales éloignées, et sinon marginalisées, ainsi que les citoyens des Caraïbes et de sa diaspora.



### **3. OBJECTIFS IMMEDIATS**

Former 120 membres d'un noyau de base issus du réseau de CCM des Caraïbes au journalisme et à la radiodiffusion en ligne et renforcer la mise en réseau des CCM de la région grâce à un portail interactif qui facilite l'échange des programmes radiophoniques.

### **4. OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT**

Mettre en place un dispositif d'information régionale en ligne qui permettra la mise en réseau des CCM de la région d'être accessible aux groupes défavorisés, facilitera le développement d'un contenu local accru et le partage d'informations et de savoirs, et de renforcer ainsi le pluralisme des médias et la liberté d'expression.

### **5. INVESTISSEMENTS**

- Des formateurs/présentateurs pour les ateliers et les séminaires;
- Des salles de conférence pour les ateliers ;
- Un créateur de site web ;
- Du matériel de formation ;
- De l'équipement (des ordinateurs portables, plusieurs logiciels destinés à faciliter la radiodiffusion en ligne ;
- Des logiciels pour faciliter les échanges de contenus.

### **6. RESULTATS**

- 120 membres d'un noyau de base venus des CCM de la région, formés au journalisme en ligne et à la radiodiffusion en ligne ;
- 30 stations de radio communautaire/CCM dotés de moyens d'échanger les contenus et émissions via l'Internet ;
- Six stations de radio communautaire réhabilitées avec de l'équipement multimédia pour faciliter la radiodiffusion en ligne ;
- Une exploitation améliorée du site web *mcclinks* ;
- Dix programmes radiophoniques sur des sujets affectant les communautés rurales, éloignées et d'une façon ou d'autre marginalisées.

### **7. ACTIVITES**

- Identification des formateurs et des consultants;
- Mise en place d'un comité de gestion commun ;
- Préparation des matériels de formation ;
- Achat et installation des équipements ;
- Organisation de six ateliers nationaux de cinq jours, à l'intention de 20 participants représentant les stations de radio et les CCM à chaque atelier ;
- Création du site web ;
- Suivi et évaluation.

## 8. PLAN DE TRAVAIL

Activités / Mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Identification des instructeurs et des consultants												
Mise en place d'un comité commun de gestion												
Développement du site web												
Achat et installation des équipements												
Préparation des matériels de formation												
Atelier national # 1												
Atelier national # 2												
Atelier national # 3												
Atelier national # 4												
Atelier national # 5												
Atelier national # 6												
Suivi et évaluation												
Premier rapport d'étape												
Second rapport d'étape												
Rapport final												

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

Le projet sera mis en oeuvre par EDUCONS et Radio *Hamalali Garifuna* (HGR) sous la supervision du bureau de l'UNESCO aux Caraïbes. Il sera dirigé par un comité conjoint comprenant les représentants des CCM des Caraïbes et guidé par EDUCONS et la HGR, qui possèdent l'expertise requise pour assurer le succès de l'exécution du projet. EDUCONS a plus de dix ans d'expérience dans la mise en oeuvre de projets de médias communautaires au Surinam et a exécuté des projets soutenus par l'UNESCO et l'Union européenne.

## 10. VIABILITE A LONG TERME

Le CIRP sera soutenu par les revenus générés à travers son réseau de partenaires actifs et le marché en ligne. On s'attend à ce que le CIRP attire un grand nombre d'internautes ; par conséquent, il sera une plateforme attractive pour les annonceurs. De l'espace publicitaire et de spots contrôlés, des indicatifs (jingles) et des annonces de service public etc. seront offerts aux entreprises du secteur privé, aux gouvernements, aux agences parastatales, aux ONG et aux agences internationales. Une collaboration sera établie avec des agences et associations partenaires dans le monde pour organiser des activités de collecte de fonds et un dispositif de subventions personnalisées. On s'efforcera de mettre en place des moyens pour mettre au point des produits commercialisables par le CIRP comme la musique autochtone, des documentaires, etc.

## 11. SUIVI DU PROJET

Le suivi sera régulièrement effectué par le comité conjoint de gestion et le bureau de l'UNESCO à Kingston, tandis que des rapports seront présentés régulièrement au PIDC par le bureau de l'UNESCO à Kingston.

## 12. RAPPORTS D'ACTIVITE DE L'ORGANISME BENEFICIAIRE

EDUCONS s'engage à présenter tous les quatre mois des rapports d'étape au bureau de l'UNESCO pour les Caraïbes à Kingston

### C. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

#### Activités préparatoires

Un projet pilote a été mis en oeuvre avec un petit soutien de l'UNESCO. (Prière de se reporter à [www.mcclinks.com](http://www.mcclinks.com)). Des consultations avec le réseau de CCM des Caraïbes ont révélé qu'il y a une nécessité urgente d'agrandir le CIRP.

### **D. BUDGET**

#### **BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)**

Six ateliers nationaux de cinq jours (4 000 \$US chacun):	24 000
Ordinateurs portables et de nombreux logiciels pour 6 stations de radio communautaire:	12 000
Conception et création du site web :	5 000
Matériel des ateliers :	2 000
Voyage et hébergement (3 formateurs × 5 jours chacun):	4 500
Production de dix programmes radiophoniques de 10/15 minutes:	2 000
Coordination du projet (2 ans):	3 000
Suivi et évaluation:	2 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>54 500</u></b>

#### **BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BENEFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)**

Coordination du projet :	5 000
Fournitures de bureau:	1 500
Production de dix programmes radiophoniques :	4 000
Matériel des ateliers:	1 000
Communications:	2 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>13 500</u></b>

## REGIONAL

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>IIHR : RENFORCEMENT DE L'IMPACT DE LA SOCIETE CIVILE SUR LA DIVERSITE ET LE PLURALISME DES MEDIAS DE MASSE A L'AGE NUMERIQUE</b>
2.	<b>NUMERO</b>	<b>PDC/52 RLA/04</b>
3.	<b>CATEGORIE DES MEDIA</b>	
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITE DU PIDC</b>	Liberté d'expression et de la presse; Amélioration des capacités humaines
5.	<b>PORTEE</b> (nationale, régionale, interrégionale)	Régionale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDEE</b>	Financière
7.	<b>COUT TOTAL DU PROJET</b>	35 100 \$US
8.	<b>MONTANT DEMANDE AU PIDC</b>	29 000 \$US
9.	<b>BENEFICIAIRE DU PROJET</b>	Institut interaméricain des droits humains (IIHR)
10.	<b>MAITRE D'OEUVRE</b>	IIHR et les services des médiateurs de la région
11.	<b>LOCALISATION</b>	Costa Rica, République Dominicaine, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua et Panama
12.	<b>PROJET PREPARE PAR</b>	Marisol Molestina, coordinatrice de l'unité des Services d'information et de rédaction
<b>DECISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRESENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Selon le bureau du Rapporteur spécial de la liberté d'expression de la Commission interaméricaine des droits humains, 2006 a été une année exceptionnellement violente pour les journalistes de la région. Cette situation s'est également reproduite en 2007. Des agressions et menaces physiques exercent un impact négatif sur la pleine jouissance de la liberté d'expression, et aboutissent à l'autocensure. Dans cette région, des journalistes et d'autres personnes aussi sont inculpés d'accusation criminelle pour *desacato* et de diffamation pour avoir répandu des informations et des opinions critiques sur les autorités. Ces actions inhibent les investigations et les débats sur des sujets sociétaux et entravent la critique, ce qui a un impact négatif sur la démocratie.

Les bouleversements technologiques accélérés qui ont lieu à l'heure actuelle dans les médias de masse sociaux offrent des occasions nouvelles au libre accès à l'information, à la liberté de presse et à la liberté d'expression. Cependant, ces opportunités s'accompagnent d'énormes défis liés à la législation en vigueur, à ses applications et à ses capacités d'adaptation.

L'IIRH est une institution universitaire internationale indépendante qui apporte son soutien au système interaméricain de protection internationale des droits humains. En 2005, l'IIRH et l'UNESCO/PIDC ont appuyé ensemble un projet régional portant sur l'exploration et la promotion de solutions aux principaux problèmes identifiés au Mexique, en Amérique centrale, et en République Dominicaine. Une nouvelle possibilité de soutien de l'UNESCO/PIDC permettra à l'IIRH de progresser dans l'organisation des débats dans ce domaine grâce à un processus d'analyse, de recherche appliquée et de formation, qui prend en considération les opportunités, les risques et les défis auxquels font face les médias de masse à l'aube de l'âge numérique. Dans ce sens, l'actualité dans le secteur emblématique de la liberté d'expression et de la presse pourrait être : « Comment garantir la diversité et le pluralisme dans les médias de masse sociaux à l'avènement de l'âge numérique ? », « Quel est le cadre juridique actuel, et comment est-il influencé par les bouleversements technologiques ? », « Quel est le rôle des acteurs : journalistes, directeurs de médias, dans le soutien aux bouleversements favorables au libre accès à l'information ? ».

Pour répondre à ces objectifs, une analyse nationale et régionale de l'état des médias de masse sociaux est proposée, portant l'attention sur les critères d'accès aux fréquences radioélectriques. Initiée par un document de travail préparé par l'IIRH, un ensemble d'indicateurs devraient être mis en application dans chaque pays, avec l'objectif de faire le bilan de l'état des législations ainsi que des aspects pertinents de la situation spécifique de chaque pays. Le but ultime consiste à faciliter des changements de lois qui mettent l'accent sur les garanties de liberté d'expression et de la presse préalablement aux processus de convergence technologique qui ont lieu grâce à la numérisation.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Un groupe d'agents multiplicateurs, dont des communicateurs sociaux, des chercheurs, des juristes, des membres d'organisations de la société civile et des fonctionnaires des instances gouvernementales, qui exercent une influence sur la conception des politiques et sur les modifications des législations dans leurs pays respectifs.

### **3. OBJECTIFS IMMEDIATS**

Former huit personnes-clés : communicateurs sociaux, militants de la liberté d'expression reconnus dans leur pays, et 40 communicateurs sociaux, sur le thème de soutien électronique en faveur du processus de formation basé sur des matériels [de formation] en ligne.

#### **4. OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT**

Contribuer à moderniser les systèmes judiciaires, les pratiques juridiques et les politiques publiques nationales par l'analyse, la recherche appliquée et la formation dans les domaines de la liberté d'expression et des TIC.

#### **5. INVESTISSEMENTS**

- Un consultant coordinateur qui, en collaboration avec un coordinateur de l'IIRH, met en œuvre et dirige le projet, à la fois en termes de contenus et d'administration ;
- Un document de travail qui définit les problèmes et fournit les éléments essentiels du débat ;
- Des consultants nationaux : communicateurs sociaux, militants de défense de la liberté d'expression reconnus dans leur pays intéressés au domaine en cause, appelés à appliquer l'ensemble [d'indicateurs idoines] au niveau national et à participer aux débats au niveau régional ;
- Equipement de deux vidéoconférences pour organiser les ateliers ;
- Module de cours en ligne sur le site web de l'IIRH ;
- Portail web et bibliothèque en ligne de documents de l'IIRH.

#### **6. RESULTATS**

- 8 personnes-clés formées à la thématique et à l'utilisation de l'outil électronique de soutien aux processus de formation basés sur des matériels en ligne. Ce seront de préférence des communicateurs sociaux et des militants de défense de la liberté d'expression reconnus dans leur pays ;
- Quarante communicateurs sociaux (5 par pays) travaillant dans différents médias de masse, formés à l'utilisation de cours en ligne comme élément des processus de formations mixtes mis en œuvre pour les journalistes et les militants de défense de la liberté d'expression et d'autres domaines sociaux ;
- Un cours en ligne d'auto-formation et gratuit : « *les instruments de base susceptibles d'influencer les processus de définition de nouvelles politiques publiques relatives aux médias de masse à l'âge numérique* » ;
- Une section dédiée à la liberté d'expression sur le portail web de l'IIRH, qui sera mis à jour en conformité avec les résultats du processus.

#### **7. ACTIVITES**

- Préparation d'un document de travail sur les médias de masse sociaux, les processus de numérisation et de concentration des biens et services ;
- Développement d'un ensemble d'indicateurs de l'évolution dans le domaine de la législation internationale concernant l'accès aux fréquences radioélectriques ;
- Recherche appliquée dans ce domaine au niveau régional (Amérique centrale, Mexique et République Dominicaine) ;
- Atelier de consultants nationaux, par vidéoconférences, pour débattre des résultats de la recherche et définir les points clés d'un agenda portant sur l'influence de la société civile sur ces sujets ;
- Développement et validation d'un cours en ligne ;
- Mise à jour du volet de la liberté d'expression sur le site web de l'IIRH ;
- Développement d'une méthodologie propre à favoriser les processus d'impact ;

- Atelier avec 40 communicateurs sociaux, par vidéoconférences, destinés à les former à l'usage de la méthodologie et à la conception d'un plan de formation au niveau national.

## **8. PLAN DE TRAVAIL**

<b>ACTIVITES / MOIS</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>12</b>
Préparation d'un document de travail												
Développement de l'ensemble d'indicateurs												
Recherche appliqué												
Atelier # 1 (vidéoconférence)												
Développement du cours en ligne												
Validation du cours en ligne												
Atelier # 2 (vidéoconférence)												
Mise à jour de la section thématique en ligne												
Développement d'une méthodologie favorable aux processus d'impact												

## **9. CADRE INSTITUTIONNEL**

L'IIRH est une institution internationale universitaire indépendante qui soutient le système de protection des droits humains universels. Sa mission institutionnelle est de promouvoir et renforcer le respect des droits humains stipulés dans la Convention américaine des droits humains et contribuer à la consolidation de la démocratie dans les Amériques par l'éducation, la recherche, la médiation politique, les programmes de formation, l'assistance technique dans le domaine des droits humains, et la diffusion du savoir par le biais des publications spécialisées.

L'IIRH mettra en œuvre le projet, et coordonnera le travail avec les partenaires nationaux dans les pays de la région. Ceux-ci pourraient être les services des médiateurs avec lesquels l'IIHR entretient des réseaux de soutien technique.

## **10. VIABILITE A LONG TERME**

Les produits en ligne de l'IIHR, qui sont continuellement mis à jour, ainsi que ses liens étroits avec les institutions publiques et avec les associations de la société civile, offrent une garantie de viabilité au projet.

## **11. SUIVI DU PROJET**

L'IIHR effectuera par e-mail le suivi de l'évolution du projet dans chaque pays.

## **12. EVALUATIONS EFFECTUEES**

L'IIHR a mené des recherches dans le domaine de la liberté d'expression qui assurent la pertinence de l'investigation et le commencement d'un processus de formation intensive au niveau national.

## **13. RAPPORTS D'ACTIVITE DE L'ORGANISME BENEFICIAIRE**

L'IIHR remettra tous les trimestres un rapport sur l'évolution du projet au bureau du conseiller pour l'information et la communication de l'UNESCO en Amérique latine installé à San José de Costa Rica.

## C. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

- La Fondation Tribune Robert McCormick (septembre 2000-novembre 2001) : un projet sur la liberté d'expression et le système interaméricain de défense des droits humains, centré sur le Venezuela et le Paraguay, en vue de faciliter l'incorporation de normes internationales de protection de la liberté d'expression dans le droit national, grâce à un processus de formation dans le domaine de la liberté d'expression et le volet international des droits humains.
- Le projet danois PRODECA sur les droits humains en Amérique centrale (2001) : un programme pilote sur l'évaluation de la liberté d'expression en Amérique centrale et au Panama, par la préparation de rapports nationaux sur les cadres légaux de la liberté d'expression. Prenant appui sur cette expérience, un ensemble d'indicateurs de l'évolution de la liberté d'expression ont été préparés. Ces indicateurs ont été appliqués en Amérique centrale en 2003.
- UNESCO/PIDC (2005 : *Renforcement et promotion de la liberté d'expression et de la presse*. Il mettait à jour six études nationales effectuées en Amérique centrale que l'IIHR avait conduites antérieurement avec le soutien de PRODECA et lançait de nouvelles recherches au Mexique et République Dominicaine.
- Une série de publications et une section réservée à ce sujet sur le portail web institutionnel.

## D. BUDGET

<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)</b>	
Préparation du document de travail:	1 500
Définition des termes de référence pour recruter des consultants par pays:	400
Préparation de l'ensemble d'indicateurs des progrès:	600
Suivi de la recherche appliquée, compilation des données collectées et préparation d'un abrégé:	1 500
Organisation et préparation des matériels de vidéoconférence:	1 500
Préparation du cours en ligne:	2 000
Suivi en ligne du processus de validation du cours:	1 000
Développement de la méthodologie pour favoriser les processus d'impact:	1 500
Recherche appliquée (1 060 \$US par pays):	8 500
Atelier # 1, d'un jour, pour 8 personnes clés, dans chaque pays de la région:	4 000
Atelier # 2, d'un jour, pour 40 communicateurs sociaux, 5 par pays de la région:	4 000
Publication du cours en ligne et des matériels de soutien:	1 500
Suivi et évaluation:	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>29 000</u></b>



**BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BENEFICIAIRE**  
**(en dollars des Etats-Unis)**

Coordinateur (30 jours de travail):	4 550
Programmeur (30 jours de travail):	1 550
<b><u>TOTAL</u> :</b>	<b><u>6 100</u></b>

# RÉGIONAL

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>JOURNALISME SCIENTIFIQUE : ATELIER DE FORMATION ET RÉSEAU OPERATIONNEL</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/52 RLA/05</b>
3.	<b>CATÉGORIE DE MÉDIA</b>	Tous médias
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Formation des professionnels des médias ; promotion du pluralisme des médias ; promotion d'un partenariat international
5.	<b>PORTÉE (nationale, régional, interrégionale)</b>	Régionale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 62 100
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 35 400
9.	<b>BÉNÉFICIAIRES DU PROJET</b>	Journalistes et organismes de presse d'Amérique latine et des Caraïbes
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Institut International de Journalisme "José Marti"; Ministère des Sciences, des Technologies et de l'Environnement de Cuba (CITMA) ; Cercle Cubain des Journalistes Scientifiques
11.	<b>LOCALISATION</b>	La Havane
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Institut International de Journalisme "José Marti", en étroite collaboration avec le CITMA et le Bureau de l'UNESCO à La Havane
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Tous les peuples du monde doivent être informés des avancées des sciences et des technologies, tout comme de celles qui sont du domaine social, économique ou politique.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, il est important d'améliorer la communication sur les sujets de nature scientifique. Les journalistes et les organismes de presse ont un rôle majeur à jouer pour faciliter l'accès à la connaissance des sciences. Ils sont les intermédiaires entre la population et les scientifiques. En conséquence, les journalistes scientifiques doivent être bien formés à la "traduction" du langage complexe et obscur des savants dans une forme et avec un vocabulaire accessibles au public.

Ce projet s'articule autour de deux composantes : (1) un atelier régional visant à former les professionnels de la communication au journalisme scientifique ; (2) la création d'un Réseau opérationnel des Journalistes Scientifiques d'Amérique latine et des Caraïbes.

Le principal objectif de l'atelier consiste à améliorer les aptitudes des journalistes à la gestion des techniques, du vocabulaire et des sources d'information, pour un traitement des données scientifiques qui soit intelligible pour le plus grand nombre.

Le réseau facilitera systématiquement pour ses membres les occasions d'assister à des colloques scientifiques, de participer à des échanges de programmes, de bourses ou à d'autres possibilités de formation ; il élargira leur accès aux sources d'informations scientifiques, encouragera la coopération entre les organismes de presse et les professionnels et renforcera la collaboration entre les scientifiques et les communicateurs dans la région.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPE CIBLES**

- Cinquante journalistes et communicateurs, comprenant des rédacteurs, des reporters et des correspondants spéciaux, dont 20 issus des médias cubains et 30 venant d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes (hispanophones, francophones et anglophones) ;
- Les journalistes scientifiques et les organes de presse couvrant l'information scientifique en Amérique latine et aux Caraïbes.

### **3. OBJECTIF IMMÉDIAT**

Former 50 journalistes et communicateurs d'Amérique latine et les Caraïbes dans le cadre d'un atelier de 4 jours visant à renforcer leur expérience sur la manière d'aborder l'information scientifique courante dans les médias.

### **4. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT**

Elever le potentiel de communication des journalistes en matière de traitement des données scientifiques, facilitant ainsi l'accès à la connaissance des sciences par le biais des médias de masse, afin de contribuer au développement des sciences et des technologies dans la région.

### **5. INVESTISSEMENTS**

- Coordonnateur du projet ;
- Appui administratif;

- Communications ;
- Formateurs et experts pour l'atelier ;
- Traducteurs dans les langues de travail (espagnol, anglais et français) ;
- Salle de conférences et équipement pour les ateliers ;
- Matériel pédagogique et fournitures ;
- Support multimédias destiné à la formation ;
- Transport des participants, hébergement et subsistance ;
- Webmaster ;
- Matériel informatique et logiciels appropriés ;
- Raccordement à l'Internet et infrastructure de télécommunications.

## **6. RÉSULTATS**

- 50 journalistes d'Amérique latine et de la région caraïbe formés au journalisme scientifique ;
- Meilleure aptitude professionnelle au traitement de l'information scientifique ;
- Support multimédias comprenant le contenu de l'atelier, un mémoire résumant le déroulement du projet et ses résultats, afin de le rendre aisément reproductible dans d'autres instituts de formation ;
- Site web consacré au journalisme scientifique ;
- Réseau opérationnel ;
- Information de meilleure qualité sur les questions scientifiques ;
- Extension du réseau ;
- Relations plus étroites entre les médias et les organismes scientifiques de la région.

## **7. ACTIVITÉS**

- Constitution de l'équipe chargée du projet et désignation du coordonnateur ;
- Spécification des activités de suivi ;
- Identification des procédures de travail et des objectifs ;
- Définition précise de l'organisation de l'atelier et du réseau ;
- Invitation aux journalistes de la région pour participer à l'atelier ;
- Identification et recrutement des instructeurs et des consultants ;
- Préparation des matériels pédagogiques pour l'atelier ;
- Sélection des participants ;
- Tenue de l'atelier ;
- Organisation des voyages, des transports locaux et de l'hébergement ;
- Sélection et recrutement des traducteurs ;
- Atelier de 4 jours sur le journalisme scientifique à l'intention de 50 journalistes ;
- Constitution du réseau ;
- Production et distribution d'un support multimédias comprenant le contenu de l'atelier ;
- Activités annexes :
  - Identification et recrutement d'un webmaster ;
  - Location et configuration d'un serveur dédié pour héberger le site web ;
  - Conception et actualisation permanente du site web ;
- Promotion du projet par des listes de diffusion et autres outils de communication ;

- Préparation des rapports de suivi et d'évaluation.

## 9. PLAN DE TRAVAIL

Activity / Month	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Constitution de l'équipe chargée du projet et désignation du coordonnateur												
Spécification des activités de suivi												
Identification des procédures de travail et des objectifs												
Définition précise de l'organisation de l'atelier et du réseau												
Invitation aux journalistes de la région pour participer à l'atelier												
Identification et recrutement des instructeurs et des consultants												
Préparation des matériels pédagogiques pour l'atelier												
Sélection des participants												
Tenue de l'atelier												
Organisation des voyages, des transports locaux et de l'hébergement												
Sélection et recrutement des traducteurs												
Atelier de 4 jours sur le journalisme scientifique à l'intention de 50 journalistes												
Constitution du réseau												
Production et distribution d'un support multimédias comprenant le contenu de l'atelier												
Identification et recrutement d'un webmaster												
Location et configuration d'un serveur dédié pour héberger le site web												
Conception et actualisation permanente du site web ;												
Promotion du projet par le biais de listes de diffusion et autres outils de communication												
Suivi et évaluation												
Rapport d'étape												
Rapport final												

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

Ce projet sera mis en œuvre par l'Institut International de Journalisme "José Martí", en étroite collaboration avec le CITMA et le Cercle Cubain des Journalistes Scientifiques.

L'Institut dispense une formation avancée aux professionnels de la communication et de l'information depuis 1982. Avec plus de 20 ans d'expérience, il a formé de nombreux journalistes d'au moins 23 pays dans les diverses disciplines du journalisme et des médias.

Par ailleurs, le ministère des Sciences, des Technologies et de l'Environnement a pour mission de diriger, mettre en œuvre et veiller à l'application de la politique nationale dans les domaines de la science et de la technologie en les intégrant systématiquement dans les activités de développement du pays.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

- Conception de nouveaux programmes de formation des journalistes dans des domaines spécialisés ;
- Edition d'un CD ou d'un support multimédias à l'intention des journalistes et des organes de presse qui travaillent dans le secteur des sciences et techniques.

## 11. SUIVI DU PROJET

Le Cercle Cubain des Journalistes Scientifiques procédera à un suivi permanent. Les rapports d'étape seront transmis au Bureau de l'UNESCO à La Havane.

## **12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES**

La Cinquième Rencontre sur la Culture Scientifique, qui s'est tenue à La Havane en février 2007, était consacrée au journalisme scientifique. A cette occasion, plusieurs participants ont mis l'accent sur le rôle important de cette discipline qui a pour mission de faciliter la compréhension des notions de science et de technologie. Un document multimédias sur la situation du journalisme scientifique en Amérique latine et dans les Caraïbes est en cours de préparation.

## **13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE**

L'organisme bénéficiaire présentera des rapports d'activité tous les trois mois ou à la demande du PIDC.

### **C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

#### **Assistance fournie par le PIDC dans le passé**

Regional workshop for training journalists in hurricane coverage in the Caribbean	2007 - 2008
Strengthening the programming of the provincial telecentres in partnership with local communities	2000 -2003
Community Radio in Cocodrilo, a village of Isle of Youth	1997 -1998
Automation of the National Information Agency (AIN)	1996 -1998
Television Centre TV Serrana (Highland Television)	1992 -1996
Establishment of the National Communication System (SINDOC)	1991 -1994

#### **Activités préparatoires**

La Cinquième Rencontre sur la Culture Scientifique a recommandé la tenue d'un atelier régional des savants et des communicateurs scientifiques afin de renforcer le rôle du journalisme scientifique et de l'enseignement des sciences.

#### **Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet**

- Equipe de recherche et de coordination (3 personnes) ;
- Trois experts formateurs ;
- Assistance administrative ;
- Utilisation des salles de conférences avec leur équipement informatique et multimédias, les documents de recherche et les traductions en anglais et en français pour les participants étrangers.

## D. BUDGET

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

Passages aériens et autres dépenses de voyages :	27 000
Hébergement et subsistance :	4 800
Transports locaux :	300
Acquisition de CDs :	200
Serveur dédié pour l'hébergement du site web :	1 600
Fournitures de bureau :	300
Communications :	200
Suivi et évaluation :	1 000
<b><u>TOTAL</u> :</b>	<b><u>35 400</u></b>

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)

Constitution de l'équipe de direction et désignation du coordonnateur :	9 300
Identification et recrutement des instructeurs et des consultants :	1 800
Préparation des documents pédagogiques pour l'atelier :	800
Traductions des contenus :	3 400
Secrétariat et assistance administrative :	7 200
Production et distribution d'un support multimédias comprenant le contenu de l'atelier :	600
Atelier de 4 jours sur le journalisme scientifique à l'intention de 50 journalistes :	600
Centre de documentation et Bibliothèques de l'Institut "José Martí" :	800
Équipement :	600
Contrat du webmaster :	1 600
<b><u>TOTAL</u> :</b>	<b><u>26 700</u></b>

## REGIONAL

<b>A. PROJECT IDENTIFICATION</b>		
<b>1.</b>	<b>TITLE</b>	INCREASE REGIONAL MEDIA CAPACITY TO REPORT ON THE REGION'S JUSTICE SYSTEM
<b>2.</b>	<b>NUMBER</b>	<b>PDC/52 RLA/06</b>
<b>3.</b>	<b>CATEGORY OF MASS MEDIA</b>	Television and the Internet
<b>4.</b>	<b>IPDC PRIORITY AREA</b>	Freedom of expression; Media pluralism; Capacity building for media professionals.
<b>5.</b>	<b>SCOPE (national, regional, interregional)</b>	Regional
<b>6.</b>	<b>TYPE OF ASSISTANCE REQUESTED</b>	Training and equipment
<b>7.</b>	<b>TOTAL COST OF PROJECT</b>	US\$ 90 000
<b>8.</b>	<b>AMOUNT REQUESTED FROM IPDC</b>	US\$ 49 400
<b>9.</b>	<b>BENEFICIARY BODY</b>	TV Court
<b>10.</b>	<b>IMPLEMENTING BODY</b>	Laburn Communications, in collaboration with the Ministry of Justice of Jamaica and with the regional media
<b>11.</b>	<b>PROJECT LOCATION</b>	Kingston, Jamaica
<b>12.</b>	<b>PROJECT PREPARED BY</b>	Laburn Communications
<b>DECISION OF THE BUREAU</b>		



## **B. PRESENTATION**

### **1. BACKGROUND AND JUSTIFICATION**

The media landscape in the Caribbean is dynamic, due to the multi-ethnic, multicultural and multilingual societies that make up the Caribbean.

The growing trend of lawlessness in the region is compounded by the lack of responsible media coverage on issues and conflicts that are common in some countries and perceived as a serious deficiency when the media failed to manage and also failed to be fully aware of their roles and responsibilities in gauging public opinions. Anarchism is now building in the region due to the seaming cracks in the reports produced by those untrained media professionals as they lack the general knowledge of the existing legal resources and are not acquainted with the juridical methods of approach and processes.

In 2004, with the cry for justice for all Jamaicans, 'TV Court' was produced and aired on a local television station in Jamaica, in an effort to promote a greater understanding of the way the justice system functions. The programme content provided presentations on court dramas and reports over three seasons.

This project proposes to facilitate the training of journalists in order that they produce more relevant content for regional media houses now collaborating with 'TV Court'. In addition, the project now seeks to obtain basic video production equipment for training. The development of this regional collaboration will be further strengthened by the Canadian International Development Agency (CIDA), and regional public and regional private partnerships. The major objectives of this project are to train regional media practitioners, to encourage and to provide information across the region on practices and procedures of the justice system. This project now proposes to take this programme regionally in line with the process of regional integration, and to strengthen the skills of reporters, managers and free-lance journalists across the region.

TV Court, with the support from journalistic and legal alliances in the region will achieve the following:

- Improving the flow of information to the people
- Generating a flow of favourable opinions around the process of the justice system
- Formulating criteria for conflict resolution
- Promoting ways of enabling citizen participation in the justice system
- Promoting a culture of peace on the bases of dialogue whereby all participants undertake a social responsibility

It is believed that the delivery of information on the many conflicting issues is what brings together audiences and journalists, marking media outstanding influential level; thus, TV Court, the only of its kind, is dedicated to serving the people in the region and one that connects with their reality.

### **2. DESCRIPTION OF THE TARGET GROUPS**

- 1) Journalists and regional communication media, whose professionalism and efficiency will be improved;
- 2) Caribbean citizenship in general, since it will benefit them by an increased and improved information flow.

### **3. IMMEDIATE OBJECTIVE**

To train 120 media practitioners and judicial administrators in the region (station managers, editors, announcers, reporters, technicians, producers and court staff) to produce programmes through newsgathering, reporting, editing, and studio broadcast.

#### **4. DEVELOPMENT OBJECTIVE**

To set up an independent cable television channel that will report on legal affairs, thereby promoting a greater understanding of the justice system through regional media presentation and participation while collaborating with other regional media houses.

#### **5. PROJECT INPUTS**

- Training instructors and experts for the workshop and seminars;
- Courtrooms and conference rooms for meetings and productions;
- Wardrobe and props;
- Participants' subsistence and transportation expenses (city authorities, journalists, lawyers, and others);
- Purchase and rental of video equipment;
- Documentation materials for training and production;
- Press communications.

#### **6. PROJECT OUTPUTS**

- 120 journalists / practitioners trained in the production technique of reporting on legal issues, legal framework procedure for court reporting, free access of press reporting and national / international legislation on freedom of expression;
- 25 television productions (7-10 minutes each), 5 on the situation of freedom of expression and press and 5 on free access to public information and other areas to be determined after consultation and discussion with stakeholders prior to and during regional workshop.

#### **7. ACTIVITIES**

The programme will serve a network of journalists, jurists and social scientists, and connect with the local people in each country contributing to the training and educational processes. We will use as many scenarios as possible, scripting and proofing them in legal language, producing and presenting a whole spirit of creativity, entertainment and synergistic possibilities. There will be qualitative and quantitative evaluations based on cases, number of participants and organizational inputs.

- Selection and contracting of instructors and trainers;
- Selection of audiovisual equipment;
- Purchase and installation of the equipment;
- Press communications, meetings and seminars;
- Selection and notification to participants;
- Organization of a regional workshop on media and the Caribbean justice system (5 days);
- Organization of six 3-day in-country workshops (20 participants each) on research, script writing and presentation;
- Submission of reports.

## 8. WORK PLAN

ACTIVITIES / MONTHS	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Selection / contracting of instructors and trainers												
Selection of audiovisual equipment												
Purchase and installation of the equipment												
Press communications, meetings and seminars												
Selection and notification to participants												
Holding of workshop of regional workshops												
In-country workshop # 1												
In-country workshop # 2												
In-country workshop # 3												
Pre-production, production and post- production of TV programmes												
Submission of reports												

## 9. INSTITUTIONAL FRAMEWORK

A regional approach will include Laburn Communications and other regional media organizations coordinating professionals, instructors and/or coordinators in each locality.

Project supervision is to be carried out by senior practitioners of Laburn Communications; they have over 19 years of media presence and experience in public service. Programmes will have the participation of regional communities, authorities, owners and directors of communications media, journalists, lawyers, retired judges and other judicial officials, leaders of social organizations and unions, and citizens in general, seeking to promote justice in the region.

In Jamaica, Television Jamaica aired three seasons of 'TV COURT', and in the near future with *FLOW*, the only Island-wide cable provider, they will host an independent cable television channel for 'TV Court'. Until such time, Television Jamaica, TV6 in Trinidad-and-Tobago and six other regional television stations have indicated interests in the syndicated showing of 'TV Court' regional programmes. See attached agreements.

## 10. SUSTAINABILITY

'TV Court' will be sustained by income generated from commercial activities. Sponsorship branding of its aired three seasons of programmes has already begun through public and private entities in the region. The channel live format will not be fully commercial, but will allocate at least 30% of its airtime for public service functions on security issues and other social services. In the interim, 'TV Court' will invest in its operations by sourcing finance from its programme sponsorship. Likewise, contributions are expected from local government sectors as well as from private companies and NGOs.

## 11. FRAMEWORK OF MONITORING

A professional organization could be assigned by UNESCO to monitor the project progress. Advice will be regularly sought from the UNESCO Information and Communication Adviser in the region, while reports will be submitted on an ongoing basis to the IPDC through the UNESCO Communication Adviser.

## **12. EVALUATIONS CARRIED OUT**

In accordance with the regional integration and the Canadian International Development Agency' (CIDA), focus is now on justice in the region, the Ministry of Justice is to manage the regional project efficiently, and 'TV Court' is to implement activities according to its submission. CIDA will ensure the sustainability of TV Court after the IPDC project.

## **13. FRAMEWORK OF BENEFICIARY AGENCY'S REPORTING**

Laburn Communications undertakes to report on the project progress on a four-month basis to the UNESCO Office in Jamaica.

### **C. ADDITIONAL INFORMATION**

#### **Preparatory activities completed prior to submission of the project to IPDC**

*TV Court has been collaborating with the Ministry of Justice in Jamaica in presenting programmes since 2005, hence the CIDA submission. Consultations have been held with regional journalists and regional authorities to identify the needs mentioned in this project. Agreements have been obtained from regional media houses. TV Court has a website, a post-production suite and an office for local project coordination. A centre is presently to be installed with video Internet streaming equipment.*

#### **Contribution foreseen by the beneficiary agency during the project period**

*Laburn Communication will provide project instructors, coordinators, technical advisers / financial management, undertake overall supervision and project report writing and make available its training facilities and office accommodation for production activities. Continued contribution from the Ministry of Justice and other financial partners (private and public) will also assist in the operating costs.*

#### **Assistance sought other than IPDC**

*Additional request for assistance have been forwarded to the Canadian International Development Agency (CIDA) through the Ministry of Justice in Jamaica. Laburn Communications will undertake to seek other financial partners in the region. See attached submission to CIDA.*

## D. BUDGET

<b>BREAKDOWN OF IPDC CONTRIBUTION</b> (in US dollars)	
<b>Equipment</b>	
3 Canon GL-2 camcorders:	7 400
3 lightweight tripods, video audio mixer, monitors:	5 044
3 camcorder cases:	475
Desktop recorder:	3 075
Audio mixer, video cable, microphones, headsets:	2 765
140 blank DV tapes:	841
<b>Training</b>	
5-day regional workshop (US\$ 1 200 [ <i>airfares, accommodation, subsistence</i> ] per participant × 2 participants per country × 6 countries):	14 400
In-country workshop # 1:	3 000
In-country workshop # 2:	3 000
In-country workshop # 3:	3 000
Press coverage, meetings and seminars:	4 800
Training materials:	600
Monitoring	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>49 400</u></b>

<b>BREAKDOWN OF BENEFICIARY'S CONTRIBUTION</b> (in US dollars)	
Producers / project coordinators:	3 500
Office materials and stationery:	600
Trainers and consultants:	6 800
Transportation of participants:	6 300
Overall coordination and production services:	2 300
In-country workshop # 4:	3 000
In-country workshop # 5:	3 000
In-country workshop # 6:	3 000
Local / regional press coverage:	6 400
Rental of premises; utilities:	3 900
Minor civil works:	800
Design and printing of handbook (1000 copies):	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>40 600</u></b>

# BAHAMAS

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>RADIO COB : COLLÈGE DES BAHAMAS</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/52 BHA/01</b>
3.	<b>CATÉGORIE DE MÉDIA</b>	Radiodiffusion
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Médias communautaires Formation professionnelle
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 83 000
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 43 500
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Collège des Bahamas
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Département de la Communication et des Médias, Collège des Bahamas
11.	<b>LOCALISATION</b>	Les Bahamas
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Bureau du Comité des activités promotionnelles et multidisciplinaires
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Le Collège des Bahamas (COB) est la principale institution d'enseignement post-scolaire du pays. En sa qualité d'organisme public, son mandat consiste à faire progresser l'environnement culturel en favorisant le dialogue et le débat sur les questions d'intérêt national et international. En outre, le COB doit élargir l'accès à ses activités par son offre de programmes. Dans un pays insulaire, la meilleure réponse consiste à recourir à l'éducation à distance.

Les licences délivrées aux stations de radio privée restreignent leur portée à un rayon qui ne dépasse pas les communautés locales. Seules les stations gouvernementales ont les moyens d'atteindre la totalité du pays. Bien qu'elles proposent quelques programmes éducatifs, aucune de ces stations ne porte un réel intérêt aux besoins du secteur de l'éducation, et particulièrement à l'enseignement supérieur. Aussi, les étudiants qui poursuivent leurs études dans le domaine des médias et particulièrement celui de la radio, n'ont guère de possibilité de procéder à des travaux pratiques concrets. En outre, de par leur nature commerciale, ces stations n'ont pas vraiment envie de consacrer leur *prime time* à la diffusion régulière d'émissions éducatives.

Ce projet propose de créer une station de radio communautaire sur le campus du Collège des Bahamas. Un noyau de base composé d'étudiants et de membres du personnel sera formé à la gestion et aux activités techniques d'une station de radio. La programmation comportera des informations, évoquera les affaires communautaires et publiques, diffusera des conférences en relation avec le programme d'enseignement du Collège, de la musique et des émissions de divertissement.

Avec ce projet, le COB sollicite une assistance pour l'acquisition d'équipement et pour la formation.

Cette station aura un effet immédiat sur les étudiants inscrits au Programme de Communication de Masse du Collège des Bahamas, car ils seront formés aux techniques de la radiodiffusion.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Le principal groupe cible est constitué par les enseignants associés au projet et les étudiants inscrits au Programme de Communication de Masse. Puis vient l'ensemble des étudiants et les communautés qui résident à l'intérieur de la zone couverte par l'émetteur.

### **3. OBJECTIF IMMÉDIAT**

Installer une station de radio complètement équipée et opérationnelle, exploitée par les étudiants inscrit au Programme de Communication de Masse sous le contrôle de la Faculté, et former une équipe de base de 20 personnes (étudiants de première année, membres de la Faculté et représentants des communautés) à la gestion et aux opérations techniques d'une station de radio.

### **4. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT**

Donner à des professionnels bien formés les compétences nécessaires et les outils permettant de concevoir et de diffuser des programmes qui stimuleront la prise de conscience des communautés et encourageront une participation accrue aux processus de la gouvernance et du développement durable.

## 5. INVESTISSEMENTS

*Equipement* : Matériel de production et d'émission, et tous accessoires nécessaires à l'équipement de la station : studio, ordinateurs avec logiciels appropriés, matériel de reportage, raccordement à l'Internet, bancs de montage, appareil numérique etc. ;

*Personnel* : Coordonnateur du projet, locaux pour la station, deux ateliers de formation d'une semaine, matériel pédagogique, formateurs, appui technique.

## 6. RÉSULTATS

- Une station de radio du campus totalement opérationnelle ;
- Equipe de base 20 personnes formées à la gestion et aux opérations techniques d'une station de radio ;
- 60 étudiants inscrits au programme de communication de masse ayant reçu une formation pratique ;
- Production d'au moins 30 émissions de radio dans divers domaines : culturel, économique et social, produites par les étudiants inscrits au Programme de Communication ;
- Etude dans le domaine des médias et de la gouvernance communautaire réalisée par les étudiants inscrits au Programme de Communication.

## 7. ACTIVITÉS

- Constitution d'un Comité chargé de veiller à la mise en œuvre du projet, incluant les représentants des communautés ;
- Plan de travail pour l'aménagement des locaux ;
- Aménagement des locaux ;
- Recrutement d'un coordonnateur du projet ;
- Consultations ayant pour objet de mettre au point une politique concrète de développement ;
- Recrutement du personnel technique ;
- Acquisition et installations de l'équipement ;
- Organisation des ateliers de formation ;
- Production et diffusion des programmes ;
- Lancement de la station ;
- Suivi et évaluation du projet.

## 10. PLAN DE TRAVAIL

- Mois 1** : Constitution d'un Comité chargé de veiller à la mise en œuvre du projet ;
- Mois 1-2** : Plan de travail pour la construction / aménagement des locaux ;
- Mois 2** : Recrutement d'un coordonnateur du projet ;
- Mois 2-6** : Consultations ayant pour objet de définir une politique concrète de développement ;
- Mois 1-4** : Acquisition d'une licence;
- Mois 4-6** : Aménagement des locaux ;
- Mois 3-4** : Recrutement du personnel technique ;
- Mois 4-7** : Acquisition et installation de l'équipement ;
- Mois 7-10** : Organisation des ateliers de formation;
- Mois 11-23** : Production et diffusion des programmes ;
- Mois 12** : Lancement de la station ;



**Mois 23 :** Suivi et évaluation du projet.

## **9. CADRE INSTITUTIONNEL**

Le projet sera mis en œuvre par le Comité pluridisciplinaire présidé par le Doyen de la Faculté dont le programme comporte l'étude de la Communication de masse.

## **10. VIABILITÉ A LONG TERME**

Le schéma opérationnel de la station prévoit que celle-ci deviendra autosuffisante dans le délai le plus court possible. L'un des moyens par lesquels elle pourra y parvenir sera la diffusion de messages publicitaires et/ou le parrainage d'émissions par des entreprises locales.

## **11. SUIVI DU PROJET**

Le suivi du projet sera assuré par un consultant avec l'assistance du Comité chargé de la mise en œuvre.

## **12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES**

L'Unité de Planification du COB a réalisé une étude de faisabilité pour évaluer les perspectives de cette initiative ; elle a recommandé d'entreprendre sa mise en œuvre.

## **13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE**

L'organisme bénéficiaire présentera un rapport d'activité de tous les trois mois.

### **C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

#### **Assistance fournie par le PIDC dans le passé**

PDC/23 BHA/01 354BHA 5031	25 000	Bahamas	2004-2005
		Development of an educational television production unit	
		Total Bahamas: <u>US\$ 25,000</u>	

#### **Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet**

L'organisme bénéficiaire apportera son assistance au projet pour compléter celles qui sont fournies par le PIDC et par d'autres agences.

#### **Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC**

Elle inclut les conseils techniques reçus de la part d'autres stations de radio. Les auteurs du projet espèrent également que le ministère du Tourisme consentira une aide financière.

## D. BUDGET

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

Console de mixage, microphones, casques, moniteurs, platines CD/cassettes, câblage et connectique, émetteur de 1 kW, interphone à deux voies, système de refroidissement pour un rack de 70", trousse à outils Jensen, régulateur de tension, enceintes acoustiques, logiciel Sony <i>Soundforge</i> , matériel de reportage et de montage, matériel de production en extérieures etc. :	25 000
2 ordinateurs multimédias avec leurs périphériques :	6 000
Installation du matériel :	2 000
Mise au point des documents pédagogiques :	3 000
Trois formateurs pour deux ateliers d'une semaine :	6 000
Suivi du projet :	1 500
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>43 500</u></b>

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)

Définition des activités :	5 000
Coordonnateur du projet :	8 000
Remise en état des locaux pour le studio de radio :	20 000
Droits divers (licences etc.) :	3 000
Locaux pour les ateliers :	1 500
Fournitures administratives :	2 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>39 500</u></b>

# CHILI

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>“EL CIUDADANO ”, MODÈLE DE MÉDIA CITOYEN</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/52 CHL/01</b>
3.	<b>CATÉGORIE DE MÉDIA</b>	Presse écrite et médias électroniques
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Liberté d’expression ; Médias communautaires
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D’AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 95 000
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 20 500
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Trois communautés mettant en œuvre le modèle “ <i>El Ciudadano</i> ” (“Le Citoyen”)
10.	<b>MAÎTRE D’ŒUVRE</b>	Centre Culturel des Citoyens en Action “ <i>El Ciudadano</i> ”
11.	<b>LOCALISATION</b>	La Unión
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Bruno Sommer et Montserrat Nicolás
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

“*El Ciudadano*” (Centre Culturel des Citoyens en Action) est un concept novateur qui associe deux médias et qui montre la voie d'une nouvelle approche dans la production et la présentation de l'information en associant la presse écrite à une plate-forme Internet, et dont la structure est liée au fonctionnement de la société civile au niveau local.

“*El Ciudadano*” offre aux populations les plus marginalisées de nombreuses possibilités de s'exprimer dans leurs propres espaces, qui ne reflètent pas uniquement les besoins, les réussites et les intérêts de la société civile, mais qui tiennent également compte de notre diversité culturelle. Ainsi, “*El Ciudadano*” peut-il être aisément reproduit au niveau national et régional.

Depuis son lancement en 2005, quand un groupe de jeunes professionnels a décidé de lancer une nouvelle forme de presse écrite, notre publication a joué un rôle majeur en contribuant à rendre la société civile plus visible et en ouvrant une nouvelle voie à la diffusion d'un contenu local axé sur des paramètres sociaux.

Les nouvelles technologies sont à la base du progrès social des populations, mais nous sommes parvenus à la conclusion que le développement n'est pas neutre. Bien que les contributions de ce journalisme alternatif et indépendant soient évidentes (en termes de nouveaux angles d'exploration, une approche plus large des événements, une représentation plus complète et non stéréotypée des personnes interrogées sur les sujets importants), les questions relatives à la société et à la parité hommes / femmes doivent être davantage prises en compte pour contrebalancer la saturation de l'information diffusée par les grands médias de masse. Ainsi, les résultats évidents de notre initiative ne doivent pas cacher le fait que l'accès aux nouvelles technologies ne signifie pas que la population dispose des ressources et des moyens nécessaires pour créer un média local indépendant. Le taux de pénétration de l'Internet au Chili s'établit aux alentours de 45 % (> 15 ans), mais avec une cyber-activité très réduite.

A la lumière de ce qui précède, et pour parvenir à une communication plus équitable et mieux intégrée, les associés de “*El Ciudadano*” (tous de jeunes professionnels) travaillent dans les zones semi-urbaines et rurales, ciblant la “fracture numérique” avec nos propres moyens de formation et nos propres ressources ; il apparaît à l'évidence que les populations de province sont les plus durement affectées par cette fracture numérique.

L'objectif de ce projet consiste à poursuivre la démocratisation de l'information qui leur parvient et leur permettre d'accéder à une nouvelle approche de la communication par le biais d'une formation professionnelle et d'activités rémunératrices pour leurs propres médias.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Les premiers bénéficiaires de ce projet sont les communautés locales qui se préoccupent des droits des citoyens et qui souhaitent pouvoir créer leurs propres journaux. Nous centrerons notre action sur les projets qui accordent une large place à la représentation des femmes, de jeunes et des minorités. Ils bénéficieront d'une formation portant sur toutes les phases de la production des médias communautaires (sur la base du modèle “*El Ciudadano*”) et sur les perspectives de leur viabilité commerciale.

### **3. OBJECTIF IMMÉDIAT**

Susciter l'intérêt des communautés locales sur la façon de créer leurs propres médias indépendants et veiller à ce que le traitement des questions locales se situe dans le contexte des droits humains, y compris la protection de la vie privée et de la confidentialité, la liberté d'expression et d'opinion et la lutte contre la discrimination et la violence, entre autres droits humains.

### **4. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT**

"*El Ciudadano*" offre aux populations les plus marginalisées de nombreuses possibilités de s'exprimer dans leurs propres espaces, qui ne reflètent pas seulement les besoins, les réussites et les intérêts de la société civile, mais qui tiennent également compte de notre diversité culturelle.

### **5. INVESTISSEMENTS**

- Quatre collaborateurs à plein temps (le directeur de "*El Ciudadano*" et trois journalistes) pour coordonner et former de futurs responsables projets locaux ;
- Un concepteur multimédias (pour la plate-forme Internet) ;
- Un formateur en arts graphiques ;
- Matériel informatique (ordinateur et logiciels) ;
- Documents pédagogiques pour les communautés ;
- Transports pour les membres de l'équipe ;
- Locaux pour la formation.

### **6. RÉSULTATS**

- Un minimum de 20 responsables de communautés formés aux techniques de la communication ;
- Plan de marketing ;
- Logiciel multimédia du modèle "*El Ciudadano*" ;
- Banque de données et réseau pour les médias indépendants ;
- Trois publications communautaires spécialement conçues pour répondre aux besoins locaux.

### **7. ACTIVITÉS**

- Préparation et mise en œuvre du plan de marketing pour le modèle "*El Ciudadano*" ;
- Adaptation de la plate-forme Internet "*El Ciudadano*" ;
- Sélection des participants et des communautés ;
- Mise en réseau du modèle "*El Ciudadano*" (Universités, communautés locales, radio) ;
- Production de documents pédagogiques relatifs au modèle "*El Ciudadano*" ;
- 3 ateliers intensifs (une semaine chacun) ;
- Activités de suivi avec les communautés sélectionnées ;
- Publication des premiers exemplaires de chaque projet ;
- Réunions avec les directeurs et rédacteurs en chef des médias indépendants ;
- Constitution d'une banque de données et d'un catalogue des médias indépendants ;
- Réunions avec les entreprises qui encouragent la responsabilité et la prise de conscience sociale ;
- Publication de documents sur la mise en œuvre de la stratégie financière de "*El Ciudadano*" ;
- Publicité pour le nouveau réseau dans les médias indépendants.

## 11. PLAN DE TRAVAIL

Activités / Mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Mise au point du modèle 'El Ciudadano'												
Recherche et mise en œuvre de nouveaux domaines d'extension												
Préparation du plan de marketing pour le modèle 'El Ciudadano'												
Tenue des ateliers												
Visites sur sites												
Publication des premiers exemplaires et début de la mise en ligne des projets												
Information à l'intention des communautés et des universités												
Élaboration d'une stratégie et appui au réseau												
Interaction avec les médias nationaux indépendants												
Couverture des problèmes de la société civile												
Recherche et production de 4 suppléments												

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

Le Centre Culturel des Citoyens en Action (*Centro Cultural Ciudadanos en Acción*) a fondé "*El Ciudadano*" en mars 2005. En faisant bénéficier les communautés de notre modèle et en assurant leur formation avec l'aide du média interactif le plus récent, nous pouvons aider à la création de nouveaux médias locaux. Nos ressources humaines ont une assise locale et sont particulièrement attentives à l'éthique d'une presse libre et indépendante, car une meilleure information locale est de nature à accroître la demande locale.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

La version imprimée a commencé avec 800 exemplaires de 12 pages, s'adressant directement à la communauté de la ville rurale La Unión (32 000 habitants). Les ventes au numéro couvrent les frais d'impression, et des organisations locales achètent des exemplaires spécialement conçus pour leurs propres membres. La viabilité de chaque projet peut être renforcée par le partage des coûts d'impression et de distribution, en s'appuyant sur les ressources humaines locales, en maintenant des effectifs réduits et en recherchant des publicités locales. Sa diffusion a atteint les 10 000 exemplaires, et c'est aujourd'hui un mensuel national de 32 pages.

## 11. SUIVI DU PROJET

Nous suggérons que le suivi de ce projet soit conduit par le Bureau l'UNESCO à Montevideo, en liaison avec les bénéficiaires de chaque projet et du Bureau central de "*El Ciudadano*"

## 12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

Depuis le lancement de "*El Ciudadano*" en 2005, plus de 230 000 exemplaires ont été vendus et notre plate-forme Internet a reçu 6 millions de connexions. L'accroissement de notre tirage répond à une demande sans cesse croissante, non seulement de la part des résidents locaux, mais aussi des habitants d'autres villes et agglomérations qui souhaitent participer à notre projet et fonder des médias indépendants.

### 13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

L'organisme bénéficiaire présentera un rapport d'activité tous les trois mois.

#### **C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

##### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

PDC/8CHI/01 350-CHI-81	25,000	Chili	1988 -1991
		Study on reading habits and interests	
PDC/13CHI/01 352-CHI-31	40,000	Training instructors for media education (Television)	1993 -1995
PDC/16CHI/01 352-CHI-61 352-CHI-71	24,000 12,000	Production of educational material for active television viewing	1996 -1998
PDC/21 CHI/01 353-CHI-5011	25,000	Radio broadcasting service for the development of the Easter Island (Rapa Nui)	2003 -2004
Total Chili: US\$ 126,000			

##### Activités préparatoires

Nous avons procédé à une étude de marché pour évaluer la possibilité d'extension du modèle "El Ciudadano" à Valparaiso, et nous avons tenu des réunions avec les organisations de la société civile de la région de Los Rios, avec des réseaux indépendants de distribution de la région de Valparaiso, avec l'ANPYME (Association des médias indépendants du Chili), avec l'AZKINTUWE (la presse écrite de la population Mapuche), avec des ONG engagées dans des projets sociaux du nord du Chili et plusieurs médias indépendants.

##### Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet

Nous contribuerons à ce projet avec nos ressources humaines, notre équipement, notre plate-forme Internet et les contacts que nous avons avec des entreprises de presse.

##### Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC

Ce projet bénéficie de l'appui institutionnel de la Fondation AVINA, qui est associée à des dirigeants de la société civile et du secteur des affaires dans leurs initiatives en faveur du développement durable en Amérique latine.

## D. BUDGET

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

Développement de la plate-forme multimédias et extension aux communautés :	1 500
Mise en œuvre de nouveaux domaines d'information pour les journaux locaux et extension aux communautés :	1 000
Visites aux Universités et aux Instituts de journalisme :	500
Stratégie commerciale et études de marché ; viabilité de la presse locale au sein des communautés chiliennes :	3 000
Usage de la plate-forme dans la formation commerciale au niveau régional et dans le journalisme d'investigation :	2 500
Matériel de reportage base pour les équipes régionales :	1 000
Formation à la gestion environnementale :	2 000
Frais d'impression:	2 500
Equipe (3 personnes) :	2 000
Enquêtes réalisées par des journalistes indépendants :	3 000
Evaluation et rapports :	1 500
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>20 500</u></b>

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)

Développement de la plate-forme multimédias et extension aux communautés :	2 000
Mise en œuvre de nouveaux domaines d'information pour les journaux locaux et extension aux communautés :	3 000
Augmentation de la pagination et impression :	24 000
Visites aux Universités et aux Instituts de journalisme :	1 300
Stratégie commerciale et études de marché ; viabilité de la presse locale au sein des communautés chiliennes :	3 000
Usage de la plate-forme dans la formation commerciale au niveau régional et dans le journalisme d'investigation :	7 000
Formation à la gestion environnementale :	1 000
Frais d'impression :	1 000
Location des bureaux :	4 000
Raccordement à Internet :	1 500
Communications :	1 200
Hébergement du site :	500
Directeur :	9 000
Equipe (3 personnes) :	12 000
Enquêtes réalisées par des journalistes indépendants :	4 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>74 500</u></b>



## COLOMBIE

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>SÉMINAIRE-ATELIER : “LE JOURNALISME DANS LES ZONES DE CONFLIT ET DE POST- CONFLIT EN COLOMBIE”</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/52 COL/01</b>
3.	<b>CATÉGORIE DE MÉDIA</b>	Presse écrite et audiovisuelle
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Formation
5.	<b>PORTÉE (nationale, régional, interrégionale)</b>	Nationale
6.	<b>TYPE D’AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 24 820
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 22 000
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	<i>Medios para la Paz (MPP)</i>
10.	<b>MAÎTRE D’ŒUVRE</b>	<i>Medios para la Paz ( MPP)</i>
11.	<b>LOCALISATION</b>	Barrancabermeja, avec des journalistes de Bucaramanga, de Cúcuta et le maximum de municipalités de la moitié du Magdalena
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	<i>Medios para la Paz</i>
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## B. PRÉSENTATION

### 1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION

*Medios para la Paz* (MPP) [Les médias pour la paix] est une organisation à but non-lucratif créée par des journalistes pour les journalistes. Elle a pour mission d'encourager la pratique d'un journalisme responsable et conforme à l'éthique dans le contexte de conflit armé que connaît la Colombie, où s'entremêlent des éléments de guerre ouverte, de négociations et de situations post-confliktuelles.

Depuis sa création, il y a huit ans, MPP a organisé de nombreux séminaires de formation traitant du conflit armé, et a contribué à diffuser une information bien équilibrée sur les divers problèmes posés par la guerre, tels que l'histoire du conflit et des groupes armés, les négociations entre le gouvernement et les groupes armés illégaux, les déplacements de populations, les enfants combattants et anciens combattants, les actes de terrorisme et les conflits de frontières, parmi tant d'autres.

Un séminaire sur une situation de post-conflit est actuellement une priorité pour *Medios para la Paz* ; il s'appuie sur de précédentes expériences soutenues par le Bureau de l'UNESCO à Quito. Au cours des dernières années, des milliers de personnes ont été démobilisées (ont rendu leurs armes) et se sont réinsérées dans la vie civile. La démobilisation d'un tel nombre d'hommes est une victoire importante pour la paix et la démocratie en Colombie. Toutefois, entre la démobilisation et la réinsertion des anciens combattants, la route est encore longue.

La principale menace à la réussite de ce processus est issue de l'opinion publique. L'enquête nationale sur le sentiment civique, réalisée par *Indepaz* et par l'Université des Andes a mis en évidence le faible niveau de confiance qu'accordent les Colombiens aux conséquences de cette démobilisation. En même temps, l'enquête affirme que cette méfiance vis-à-vis du processus de démobilisation est partagée par les démobilisés eux-mêmes. Entre les deux études, réalisées en 2005 et 2006, le sentiment favorable à la réinsertion s'est nettement détérioré.

Dans une conjoncture aussi complexe, les médias se cantonnent à une information minimaliste qui ne reflète pas entièrement la situation. Ses aspects juridiques, son impact sur les communautés, la stabilité de ce processus, la contribution des démobilisés aux mécanismes de la justice et de la réconciliation, entre autres questions, sont demeurés hors du débat public.

Considérant que l'information et l'édification de l'opinion publique constituent des facteurs fondamentaux pour la consolidation d'un Etat démocratique, ce projet prévoit d'inciter des professionnels des médias à ouvrir des espaces de débat public, susciter l'appropriation de cette thématique afin de mettre l'accent sur des méthodes aptes à assurer concrètement la réinsertion de cette population dans la vie civile.

Pour atteindre ces objectifs, ce projet propose un plan d'action associant la recherche, la formation et l'information à l'intention des journalistes qui assurent la couverture quotidienne de cette situation.

### 2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES

50 journalistes de la presse écrite, de la radio et de la télévision qui rendent compte du conflit armé dans deux régions, Barrancabermeja et Cúcuta (et le maximum de municipalités de la moitié du Magdalena).

### 3. **OBJECTIF IMMÉDIAT**

Dispenser une formation de haut niveau à un groupe de 50 journalistes de deux régions (Barrancabermeja et Cúcuta) destinée à leur fournir des éléments d'analyse des situations de conflit et de post-conflit en Colombie, du processus de démobilisation et de la réinsertion des groupes armés illégaux.

### 4. **OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT**

Nous souhaitons encourager ces journalistes à couvrir ces situations de manière responsable et en respectant la déontologie de la profession. Ces recommandations faciliteront le travail des journalistes pour traiter en profondeur les situations de post-conflit, et elles auront une incidence tout à fait positive sur la liberté d'expression et sur l'accès de la population à une information précise et à une meilleure compréhension des événements qui se déroulent dans le pays.

### 5. **INVESTISSEMENTS**

Personnel : Le coordonnateur et son assistant ; les formateurs ; l'intervenant invité ; un journaliste spécialisé dans l'information virtuelle ; un agent comptable ; le Rapporteur ; les transcriptions ;

Frais de déplacement : Passages aériens ; déplacements des participants venant des municipalités ;

Charges directes : Hébergement pour le séminaire ; subsistance ; location de la salle de conférence et de l'équipement ; matériel de bureau ;

Communications : Téléphone, Internet et service de courrier.

### 6. **RÉSULTATS**

- 50 journalistes vont désormais pouvoir mieux traiter l'information relative aux situations post-conflit en Colombie ;
- Les documents et les rapports regroupant tous les sujets traités ainsi que les conclusions des débats et les opinions exprimées au cours des ateliers seront publiés sur notre site web et distribués à un important réseau de journalistes ;
- Modélisation de l'expérience.

### 7. **ACTIVITÉS**

Deux séminaires-ateliers (*de 16 heures chacun*) s'adressant à 50 journalistes de Barrancabermeja (Atelier # 1) et de Cúcuta (Atelier # 2) seront organisés sur place.

### 12. **PLAN DE TRAVAIL**

Activités / Mois	1	2	3	4	5
Définition du matériel et du plan de travail					
Spécification des sujets et des méthodologies					
Établissement des listes et envoi des convocations					
Séminaire-atelier # 1					
Evaluation					
Séminaire-atelier # 2					
Évaluation finale					

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

*Medios para la Paz* compte 88 membres, dont 95 % sont des journalistes. Chacun des membres possède des acquis qui lui sont propres en termes d'expérience professionnelle et de disciplines académiques. Ils apportent leurs compétences à la préparation et à la mise en œuvre des projets afin d'améliorer la qualité de la couverture médiatique. De cette façon, nous établissons une relation très particulière entre l'expérience de MPP et la collaboration d'un ou de plusieurs de ses membres afin d'atteindre nos objectifs.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

S'agissant d'un projet de formation, la viabilité en est assurée par sa nature même. De plus, les journalistes qui bénéficient des qualifications de MPP sont mentionnés dans un répertoire grâce auquel ils recevront des informations de manière permanente, y compris sur de futures possibilités de formation.

## 11. SUIVI DU PROJET

La Coordination de MPP sera chargée d'assurer le suivi du projet.

## 12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

Nous nous sommes rendus dans les deux régions citées dans ce projet ; avec l'aide de l'UNESCO, nous avons pu voir sur place le besoin que ressentent les journalistes de bénéficier d'une formation et de pouvoir rendre compte de la situation post-conflit en Colombie.

## 13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

L'organisme bénéficiaire présentera des rapports réguliers sur le déroulement du projet.

### C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

#### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

PDC/3COL/21 350-COL-31 350-COL-61	30,000 70,000	Colombia Book publishing and distribution	1982 -1987
PDC/7COL/01 350-COL-71 350-COL-81	35,000 15,000	Audio-visual unit (UNISUR)	1987 -1990
PDC/8COL/02 350-COL-82	25,000	Establishment of a media unit in the Ministry of National Education with the necessary staff and technical equipment	1988 -1990
PDC/9COL/01 350-COL-91	20,000	Influence of the social communication media on children	1989 -1991
PDC/12COL/01 352-COL-21	98,000	Support via mass communication media to prevent drug-related problems	1992 -1995
PDC/13COL/01 352-COL-31	50,000	Radio Production on Centre for the Colombian Coast	1993 -1996

PDC/15COL/01 352-COL-51	45,000	Comprehensive public information system for the advancement of working women	1995 -1997
PDC/18COL/01 352-COL-81	30,000	Support for local radio stations	1998 -1999
PDC/48 COL/01 354-COL-5041	18,000	Organizational strengthening and coordination with community media in Colombia	2005-2006
PDC/51 COL/01 354-COL-5061	30 000	COLOMBIA: COMMUNICATION FOR RECONCILIATION AND HUMAN RIGHTS	2007-2008
Total Colombia: US\$ 466,000			

### Activités préparatoires

En 2006, avec l'aide de l'UNESCO, nous avons travaillé sur les situations de post-conflit. Nous avons réuni une documentation sur une série de cas qui montrent comment les moyens d'information ont réagi sur le moment, et comment ils ont pu influencer, de manière positive ou négative, la perception qu'a la population de ces situations. Cette étude a été réalisée au cours d'une mission de deux jours à Medellín et à Montería, à la suite de laquelle nous avons ouvert un espace proposant une information actualisée sur ce qui s'y passait et sur la manière d'assurer l'information dans un contexte difficile.

## D. BUDGET

<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)</b>		
<b>Budget pour un séminaire</b>		
Coordonnateur :	615	
Formateurs (2 pour chacun des ateliers).	897	
Intervenant invité au séminaire :	205	
Journaliste spécialisé en information virtuelle :	385	
Agent comptable :	205	
Rapporteur:	435	
Assistant:	410	
Transcriptions:	718	
Passages aériens pour le coordonnateur, les formateurs, l'invité et le Rapporteur :	1 924	
Déplacements des participants venant des municipalités (8 journalistes):	246	
Déplacements pour le coordonnateur, les formateurs, l'invité et le Rapporteur :	230	
Hébergement pour le séminaire (13 personnes × 2 nuits) :	1 730	
Subsistance (30 personnes × 3 jours) :	1 480	
Location de la salle de conférence et de l'équipement (3 jours):	920	
Matériel de bureau :	600	
<i>Sous-total pour un séminaire :</i>	<b>11 000</b>	
<b>TOTAL POUR DEUX SÉMINAIRES (11 000 × 2):</b>		<b>22 000</b>

**BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE**  
(en dollars des Etats-Unis)

**Budget pour un séminaire**

Coordonnateur :	512	
Journaliste spécialisé en information virtuelle :	128	
Agent comptable :	205	
Assistant:	255	
Matériel de bureau :	310	
<i>Sous-total pour un séminaire :</i>	<b>1 410</b>	
<b><u>TOTAL POUR DEUX SÉMINAIRES (1 410 × 2):</u></b>		<b><u>2 820</u></b>

# CUBA

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	NUMÉRISATION DES ARCHIVES DE LA TÉLÉVISION ET FORMATION AUX TECHNIQUES DE CONSERVATION ET DE NUMÉRISATION
2.	<b>NUMÉRO</b>	PDC/52 CUB/01
3.	<b>CATÉGORIE DE MÉDIA</b>	Télévision
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Formation professionnelle Développement du pluralisme des médias
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Equipement et formation
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 86 800
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 38 000
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	<i>Mundo Latino</i>
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	<i>Mundo Latino</i>
11.	<b>LOCALISATION</b>	CUBA
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	<i>Mundo Latino</i> , en collaboration avec le Bureau de l'UNESCO à La Havane
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## B. PRÉSENTATION

### 1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION

Depuis l'invention du cinéma, de la radio et enfin de la télévision, les professionnels de ce secteur ont toujours considéré la conservation des archives comme un défi de première importance. Pour ce qui est de la télévision, on peut considérer que plus de 40 % des archives mondiales ont déjà disparu, et qu'une importante proportion de celles qui restent sont détériorées au point qu'elles sont devenues pratiquement inexploitable.

La conservation des archives télévisuelles est aussi le problème des chaînes de télévision et des sociétés de production des pays industrialisés. Depuis l'apparition des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans le domaine du cinéma, de la radio et de la télévision, de très importants efforts ont été consacrés à la préservation des archives, faisant appel à diverses méthodes. Toutefois, en dépit de ces tentatives, la détérioration des archives s'est poursuivie.

Les techniques mises en œuvre ont toujours été confrontées à deux problèmes : coût élevé, maintenance onéreuse et efficacité réduite sur le long terme. Pendant plus de 50 ans de production télévisuelle, des centaines de milliers d'heures d'images ont été diffusées, alors que d'autres milliers ont disparu du fait de leur ancienneté et des systèmes de conservation existants.

A Cuba, 70 % des programmes sont d'origine nationale ; il s'agit maintenant d'assurer leur préservation, car ils représentent une part importante de la mémoire culturelle et historique de la nation. Si cette détérioration se poursuit, une grande partie de cette mémoire sera perdue. Pour écarter ce danger, on pourra avoir recours à la numérisation des documents avec l'aide des logiciels appropriés.

Pour y procéder, Cuba possède des spécialistes et des techniciens, mais ne dispose pas des équipements nécessaires. Ce projet prévoit une formation spécifique portant sur le transfert des archives vidéo (en VHS analogique) sur support numérique, ainsi que l'acquisition du matériel informatique, des logiciels et des équipements techniques appropriés.

Ce travail de sauvetage portera sur les documents de la télévision nationale entre 1986 et 2007 archivés au *Mundo Latino*. Le personnel formé dans le cadre de ce projet pourra son tour assurer une formation ; l'ensemble des opérations peut être considéré comme un modèle qui pourrait être reproduit pour la préservation d'autres archives audiovisuelles, au même endroit ou ailleurs.

### 2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES

- 10 spécialistes et techniciens appartenant au *Mundo Latino* seront formés aux techniques les plus récentes de la numérisation et de la préservation des archives audiovisuelles ;
- Le personnel de *Mundo Latino* ;
- Les téléspectateurs, qui pourront ainsi avoir accès à un large éventail de documents historiques en bon état technique.

### 3. OBJECTIF IMMÉDIAT

Procéder à la numérisation d'une importante partie des documents audiovisuels qui risquent de disparaître du fait de leur ancienneté et de la détérioration des formats sur lesquels ils sont actuellement enregistrés.



#### **4. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT**

Assurer la conservation des archives audiovisuelles et améliorer leur accès, ce qui facilitera leur classement et leur utilisation.

#### **5. INVESTISSEMENTS**

- Le coordonnateur du projet et son équipe ;
- Les formateurs et consultants ;
- Sélection de 10 techniciens de la télévision qui participeront aux ateliers de formation ;
- Matériel pédagogique ;
- Salle de conférence et équipements pour les sessions de formation ;
- Contrôle et identification des archives qui doivent être traitées ;
- Equipements ;
- Logiciels ;
- Locaux pour le rangement et la conservation des documents numérisés.

#### **6. RÉSULTATS**

- Laboratoire opérationnel pour la numérisation des archives audiovisuelles ;
- Numérisation d'un minimum de 100 programmes de télévision ;
- 10 techniciens spécialisés aptes à poursuivre des activités de numérisation dans d'autres centres d'archives audiovisuelles.

#### **7. ACTIVITÉS**

- Constitution de l'équipe chargée du projet et nomination du coordonnateur ;
- Activités de suivi et rapports ;
- Spécification des procédures de travail et des objectifs ;
- Etude portant sur l'évaluation et la classification des archives télévisuelles existantes ;
- Acquisition et installation du matériel et des logiciels ;
- Identification et sélection des formateurs et des participants ;
- Mise au point des documents pédagogiques ;
- Sessions de formation (20 séances d'une demi-journée, pour 10 participants) ;
- Installation du laboratoire de numérisation ;
- Préparation des locaux de rangement des futurs supports numériques ;
- Numérisation des programmes de télévision ;
- Duplication des archives numérisées, envoi aux télévisions des zones rurales et commercialisation ;
- Activités de suivi et élaboration du rapport.

#### **13. PLAN DE TRAVAIL**

Activités / Mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Constitution de l'équipe chargée du projet et nomination du coordonnateur												
Suivi et rapports												
Spécification des procédures de travail et des objectifs												
Etude portant sur l'évaluation et la												

classification des archives télévisuelles existantes													
Acquisition et installation du matériel et des logiciels													
Identification et sélection des formateurs et des participants													
Mise au point des documents pédagogiques													
Sessions de formation													
Installation du laboratoire de numérisation													
Préparation des locaux de rangement des futurs supports numériques													
Numérisation des programmes de télévision													
Duplication des archives numérisées, envoi aux télévisions des zones rurales et commercialisation													
Suivi et rapport													
Rapport d'étape													
Rapport final													

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

*Mundo Latino* a une infrastructure technologique spécifique non lucrative, puisque la totalité de ses revenus sont consacrés aux objectifs pour lesquels elle a été fondée. Les activités qu'elle a déployées depuis 21 ans ont fait de *Mundo Latino* une entreprise reconnue pour la haute qualité de ses prestations et pour la large gamme de services qu'elle offre, qui englobe toutes les phases de la production TV et vidéo. Elle possède une vaste expérience en matière de production audiovisuelle, de recherche, de distribution, de conservation et de préservation. Sa production endogène inclut des messages publics ou officiels, des documentaires sur des thèmes sociologiques, scientifiques, technologiques, folkloriques, ethnologiques et historiques, distribués dans les divers réseaux vidéo ainsi que par les chaînes de télévision ; elle apparaît ainsi comme une composante permanente des médias existants.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

Les productions audiovisuelles numérisées seront commercialisées dans le réseau des boutiques touristiques et des magasins spécialisés dans ce type de produits ; les revenus ainsi générés permettront de poursuivre la numérisation des documents télévisuels qui n'ont pas encore été traités.

## 11. SUIVI DU PROJET

Nous recommandons la nomination d'un consultant qui assurera le suivi du déroulement du projet, pendant que *Mundo Latino* procédera à un suivi permanent. Les rapports d'étape seront transmis au Bureau de l'UNESCO à La Havane.

## 12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

- Plusieurs évaluations ont été entreprises ; elles ont conclu à la nécessité de procéder à la numérisation de ces archives audiovisuelles pour assurer leur préservation et pour faciliter leur accès.
- Il sera procédé à deux types d'évaluations : la première à l'issue de la formation, qui comportera les réactions des participants ; l'autre apparaîtra dans le rapport final sous la forme d'un

mémoire qui résumera le déroulement du projet, ses résultats et les enseignements qui en ont été tirés, afin qu'il puisse être utilisé par d'autres institut de formation.

### **13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE**

L'organisme bénéficiaire présentera tous les quatre mois des rapports d'étape au Bureau de l'UNESCO à La Havane.

## **C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

### **Assistance fournie par le PIDC dans le passé**

Regional workshop for training journalists in hurricane coverage in the Caribbean	2007 - 2008
Strengthening the programming of the provincial telecentres in partnership with local communities	2000 -2003
Community Radio in Cocodrilo, a village of Isle of Youth	1997 -1998
Automation of the National Information Agency (AIN)	1996 -1998
Television Centre TV Serrana (Highland Television)	1992 -1996
Establishment of the National Communication System (SINDOC)	1991 -1994

En 2001 / 2002, *Mundo Latino* a reçu une assistance financière du PIDC dans le cadre d'un projet régional pour la création de CARNet.

### **Activités préparatoires**

Evaluation des archives audiovisuelles de *Mundo Latino* ;

Evaluation de la capacité de *Mundo Latino* à réaliser ce projet.

### **Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet**

- Compétence du coordonnateur général du projet et des deux membres de son équipe ;
- Formation du personnel à l'exploitation des logiciels de numérisation ;
- Locaux pour le laboratoire de numérisation ;
- Services de gestion financière ;
- Appui technique ;
- Déplacements des collaborateurs affectés à ce projet ;
- Expertise ;
- Coordination de la distribution gratuite des documents numérisés aux télévisions rurales et aux salles de visionnage ;
- Marketing et recherche de financement.

## D. BUDGET

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

Définition des objectifs et les activités du projet :	1 000
3 stations de travail pour la conversion des images analogiques au format numérique :	9 300
Frais de duplication :	8 400
Climatisation :	1 200
Rangement des archives numérisées :	3 500
Logiciels :	3 000
Matériel et fournitures pour l'atelier :	500
Atelier : 2 consultants :	3 800
Atelier : salle de conférence et équipement :	1 000
Atelier : transports locaux et repas des participants :	800
Fournitures de bureau :	1 000
Communications :	600
Suivi et évaluation :	3 900
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>38 000</u></b>

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)

Coordination, recherche, sélection et pré-production :	13 200
Locaux pour le laboratoire de numérisation :	12 000
Installation des équipements :	1 000
Appui technique au laboratoire de numérisation :	6 000
Gestion financière :	6 000
Déplacements locaux :	3 600
Expertise :	6 000
Rapports :	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>48 800</u></b>

# GUYANA

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>FORMATION A LA PRODUCTION DE PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES DE NATURE CULTURELLE</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/52 GUY/01</b>
3.	<b>CATÉGORIE DE MÉDIA</b>	Radio et télévision
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Formation de professionnels de l'audiovisuel ; Développement des médias communautaires
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 37 000
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 26 000
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	National Communications Network Inc. (NCN) Radio / Télévision, et Radio Piawomak, station communautaire du NCN qui couvre plusieurs communautés de l'arrière-pays
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	National Communications Network Inc.
11.	<b>LOCALISATION</b>	National Communications Network Inc., Homestretch Avenue, Georgetown
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Martin Goolsarran, directeur de production, National Communications Network Inc.
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Les médias audiovisuels en Guyana sont dominés par la télévision, et sont tous privés, à l'exception d'un seul. Il existe un réseau de radios, qui appartient à l'Etat. Ce réseau, géré par le *National Communications Network* (NCN) possède deux stations, AM et FM. Il est toutefois prévu que ce monopole va disparaître à brève échéance, car le gouvernement a fait part de son intention de délivrer des licences de radio. Nous attendons la promulgation de la législation sur l'audiovisuel.

Par ailleurs, la plupart des émetteurs de télévision relaient des émissions nord-américaines transmises par satellite, des films enregistrés etc. La production locale est très réduite. La seule exception celle du réseau national NCN qui émet depuis Georgetown et qui possède également un certain nombre de stations relais dans diverses régions du pays, afin de couvrir la plus grande partie des zones habitées. A certaines heures de la journée, deux stations communautaires "décrochent" pour diffuser des émissions locales.

Dans ses studios de la capitale, le NCN produit une moyenne de 40 heures d'émissions par semaine, et il est le seul à s'être lancé dans la production télévisuelle locale. Il est nécessaire d'en accroître le volume, le niveau et la diversité avec des programmes traitant des questions de santé, des enfants, des jeunes et de l'éducation.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Les premiers à bénéficier de ce projet sont les jeunes professionnels de l'audiovisuel (scénaristes, producteurs, journalistes, reporters, opérateurs, monteurs, techniciens, etc.) qui travaillent à la maison-mère du NCN, ainsi que l'équipe de volontaires de la station communautaire de Radio Piawomak, située dans l'arrière-pays.

### **3. OBJECTIF IMMÉDIAT**

Encourager la diffusion d'un plus grand nombre d'émissions communautaires culturelles à la radio et à la télévision grâce à la formation de 30 professionnels de l'audiovisuel aux techniques appropriées sur une période de 12 mois.

### **4. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT**

Offrir aux auditeurs et aux téléspectateurs une meilleure image de la valeur et de la variété de l'expression culturelle en Guyana, et accroître la participation des communautés et la diversité des voix à la radio et à la télévision.

### **5. INVESTISSEMENTS**

- Planificateur et coordonnateur du projet ;
- Analyse des besoins et mise au point du programme de formation ;
- 6 formateurs ;
- Matériel audio et vidéo (enregistreurs numériques et caméscopes de reportage) ;
- 2 ordinateurs portables pour la recherche, la documentation et la post-production.

## 6. RÉSULTATS

- 30 professionnels de l’audiovisuel formés à la recherche, à l’écriture de scénarios, à la programmation, aux techniques du son et de l’image, ainsi qu’à la production de programmes communautaires culturels pour la radio et la télévision ;
- Production de 3 documentaires et 30 grands reportages pour la radio et la télévision au cours des 12 mois du programme de formation. Ils traiteront de thèmes culturels locaux ou des préoccupations spécifiques des communautés ;
- Accroissement du volume des émissions communautaires culturelles sur le NCN et sur Radio Piawomak ;
- Acquisition d’un matériel de base pour la production en extérieurs.

## 7. ACTIVITÉS

- Identification du coordonnateur du projet ;
- Analyse des besoins ;
- Mise au point des programmes de formation et des ateliers ;
- Acquisition d’un matériel de base pour les ateliers et la production en extérieurs ;
- 6 ateliers de formation de 4 jours dans les divers domaines identifiés dans l’analyse des besoins, tant au siège du NCN à Georgetown qu’à la station de Radio de Piawomak dans le Rupununi ;
- Production de grands reportages et de documentaires au cours de la période de formation,
- Montage final et diffusion des grands reportages et des documentaires sur les antennes du NCN et de Radio Piawomak ;
- Suivi et évaluation du projet ;
- Rapport final détaillé.

## 14. PLAN DE TRAVAIL

Activités / Mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Identification du coordonnateur du projet	■											
Analyse des besoins	■	■										
Mise au point des programmes de formation et des ateliers		■										
Acquisition de l’équipement			■	■								
Organisation des ateliers de formation			■	■	■	■	■	■				
Production de grands reportages et de documentaires						■	■	■	■			
Montage final et diffusion des grands reportages et des documentaires									■	■	■	
Suivi et évaluation			■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Rapport final											■	■

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

Ce projet sera piloté et mis en œuvre par le National Communications Network Inc., entreprise de presse nationale semi-autonome qui possède des stations de radio et de télévision en Guyana et qui a la meilleure couverture géographique. Il recrutera un coordonnateur de projet ayant une expérience en gestion et en formation pour gérer les activités quotidiennes du projet avec un Comité d’Organisation mise en place au siège du NCN, et où siégeront des représentants de Radio Piawomak. Les ateliers de formation se tiendront au siège du NCN à Georgetown et à Radio

Piawomak, dans la 'Région Neuf' de Guyana. Le Département financier de NCN sera responsable de la tenue comptable et de la bonne utilisation des fonds attribués au projet.

**10. VIABILITÉ A LONG TERME**

La viabilité des activités est assurée, car le personnel appartient au NCN et à Radio Piawomak. Ils auront acquis les compétences nécessaires dans les domaines traités et seront chargés de poursuivre de manière régulière les types de productions qu'ils avaient réalisées au cours de leur formation. La grille de programmes dégagera les créneaux horaires appropriés pour la diffusion de ces émissions.

**11. SUIVI DU PROJET**

Il sera demandé au Coordonnateur d'établir un plan de suivi et d'évaluation portant sur les activités mises en œuvre ; ce document sera soumis au Comité d'Organisation.

**12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES**

Les commentaires et les réactions font état de la faible qualité de la programmation à la télévision. Un examen attentif révèle que les producteurs sont jeunes, et pour une large part, inexpérimentés. La formation continue est la meilleure façon de résoudre le problème. Pour ce qui est de la radio, la situation est identique.

**13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE**

Un rapport d'étape sera présenté tous les quatre mois ; il détaillera les activités entreprises selon le calendrier, ainsi que ses aspects financiers et administratifs.

**C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

**Assistance fournie par le PIDC dans le passé**

PDC/5GUY/03 350-GUY-51	60,000	Guyana Establishment of Videotape Production Unit	1985 -1988
PDC/6GUY/01 350-GUY-61	66,000	Establishment of a radio production teaching capacity in the Communication Studies Unit of the University of Guyana	1986 -1988
PDC/7GUY/01 350-GUY-71 352-GUY-11	50,000 60,000	Renovation of studios of Guyana Broadcasting Corporation	1987 -1992
PDC/17GUY/01 352-GUY-71	55,000	Training for Rehabilitation of the Media	1997 -1998
PDC/48 GUY/01 354-GUY-5041	23,000	Training in multimedia production for community radio	2005 - 2006
Total Guyana: US\$ 314,000			

**Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet**

Le NCN mettra ses installations et autres ressources à la disposition du projet.



## D. BUDGET

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des États-Unis)

Recrutement des formateurs pour la recherche, l'écriture de scénarios et la post-production (US\$ 1 500 × 6) :	9 000
2 ordinateurs de montage multimédias audio / vidéo avec leurs logiciels (US\$ 2 500 × 2) :	5 000
Deux caméscopes Sony DVC avec leurs accessoires (US\$ 3 000 × 2) :	6 000
Enregistreurs audio Marantz et microphones :	1 700
Voyage et hébergement pour les formateurs (hors de Georgetown) :	2 300
Suivi et évaluation :	2 000
<b><u>TOTAL</u> :</b>	<b><u>26 000</u></b>

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des États-Unis)

Locaux et équipement pour la formation :	4 500
Voyages (pour la production) :	2 000
Personnel technique :	2 000
Subsistance :	1 500
Fournitures :	1 000
<b><u>TOTAL</u> :</b>	<b><u>11 000</u></b>

# NICARAGUA

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>RÉSEAU NATIONAL D'ÉCHANGES DE CONTENUS AUDIOVISUELS ENTRE LES STATIONS DE RADIO ET DE TÉLÉVISION COMMUNAUTAIRES</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/52 NIC/01</b>
3.	<b>CATÉGORIE DE MÉDIA</b>	Stations de radio et de TV communautaires
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Développement des médias communautaires
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 74 100
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 34 600
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Stations de radio et de TV communautaires du Nicaragua (cRTVS)
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Association eNicaragua
11.	<b>LOCALISATION</b>	Nicaragua
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Cornelius Hopmann, Directeur Exécutif de l'Association eNicaragua
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Les nouvelles technologies ont favorisé l'émergence de nouvelles stations de radio et de télévision communautaires, mais elles ont en même temps favorisé la création de chaînes de radio d'envergure nationale, et elles tendent à instaurer un monopole en matière de réseaux câblés. Cette situation met en danger l'espace de diffusion qui était celui des stations de radio communautaires pour leurs réseaux câblés locaux.

Si l'on prend en considération le fait que 93 % des municipalités du Nicaragua peuvent désormais accéder à la transmission numérique à grande vitesse et vont bénéficier à bref délai de l'Internet à haut débit, le présent projet prévoit de mettre les avancées technologiques au service des cRTVS (stations de radio et de TV communautaires du Nicaragua), pour leur permettre d'échanger pour un coût modique – et même en direct – des contenus locaux produits dans tout le pays. Ce *Réseau National d'Echanges en ligne de Contenus Audiovisuels et son serveur central* sera géré par une coopérative composée de membres des cRTVS et bénéficiera de l'assistance technique de l'Association eNicaragua.

Le Réseau permettra à certains producteurs concernés, appartenant par exemple à la société civile, de proposer leurs productions à la diffusion. Finalement, en tirant le meilleur parti des possibilités offertes par les téléphones portables modernes en matière de textes et du multimédia, il devrait être possible de parvenir à une participation plus directe de la population.

Fournir les moyens ne garantit pas que ces moyens seront exploités de manière appropriée, car être "raccordé au numérique" représente un obstacle à franchir pour la plupart des participants (en 2005, seulement 10 % des 70 stations de radio communautaires interrogées déclaraient utiliser un ordinateur pour la production), ce qui signifie que le simple recours à l'Internet comme source de documentation n'est pas encore bien établi.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

- Les stations de radio et de télévision communautaires régulièrement agréées, organisées en réseaux nationaux ou thématiques ;
- Les producteurs de documents audiovisuels ayant trait au développement local ;
- Il va sans dire que ce projet respectera le principe de la parité hommes / femmes.

### **3. OBJECTIF IMMÉDIAT**

Création du *Réseau National d'Echanges en ligne de Contenus Audiovisuels* pour les stations de radio et de télévision communautaires.

### **4. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT**

Les progrès des technologies permettent la création de nombreuses nouvelles cRTVS, notamment par la réduction des coûts d'exploitation, mais le développement croissant des capacités des réseaux de télécommunications ouvre également la voie à un plus grand nombre de chaînes de radio et de télévision et à leur contenu. Ce projet vise à étendre leur couverture, à faire entendre les voix locales dans tout le pays, alors que les stations nationales d'informations ne diffusent pratiquement que les événements de la capitale Managua.

## **5. INVESTISSEMENTS**

### *1. Enregistrement de la Coopérative Nationale des Stations de Radio et de TV Communautaires :*

- Liste complète des cRTVS, avec leur potentiel technique et professionnel ;
- Bilan complet (en espagnol) des expériences similaires entreprises dans d'autres pays ;
- Bilan complet des expériences conduites au Nicaragua dans le domaine du multimédia numérique ;
- Formulation d'une proposition de Statuts pour la Coopérative, dans le cadre de la loi nicaraguayenne ;
- Matériel et ressources pour l'organisation d'au moins 5 rencontres régionales et d'une convention nationale ;
- Ressources couvrant les frais légaux d'enregistrement de la Coopérative ;
- Matériel de promotion pour la Coopérative.

### *2. Création du Réseau National d'Echanges en ligne de Contenus Audiovisuels pour les stations de radio et de TV communautaires :*

- Matériel informatique et logiciels (de préférence des logiciels gratuits ou à accès libre) pour l'hébergement du réseau ;
- Connexion à haut débit pour le serveur central ;
- Matériel informatique et logiciels pour les cRTVS participantes ;
- Raccordement pour les cRTVS participantes ;
- Configuration du serveur central et des points d'accès des cRTVS participantes ;
- Formation et équipement nécessaire à l'exploitation du réseau de cRTVS.

## **6. RÉSULTATS**

### *1. Enregistrement de la Coopérative Nationale des Stations de Radio et de TV Communautaires :*

- La Coopérative Nationale regroupe au moins 30 % des cRTVS existantes ;
- Documents de formation et manuels permettant de reproduire les séminaires de sensibilisation et de formation sur l'impact des NTIC dans les médias ;
- Sensibilisation de tous ceux qui travaillent dans les cRTVS ou avec elles à l'impact des NTIC dans leur domaine d'activité pour que l'Internet soit enfin reconnu comme source d'information pour les cRTVS.

### *2. Création du Réseau National d'Echanges en ligne de Contenus Audiovisuels pour les stations de radio et de TV communautaires :*

- Le serveur central du réseau national pour les échanges en ligne de contenus audiovisuels est opérationnel ;
- 30 % des cRTVS existantes sont raccordées au réseau national ;
- Leur personnel a été formé à l'exploitation du serveur et du réseau ;
- La Coopérative Nationale des cRTVS assume la responsabilité du Réseau National.

## 7. ACTIVITÉS ET PLAN DE TRAVAIL

Activités / Mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Organisation du projet	■											
Inventaire des médias communautaires		■	■	■								
Bilan des expériences nationales en matière de multimédia numérique			■	■								
Bilan des expériences entreprises dans d'autres pays				■	■							
Formulation d'une proposition de Statuts	■	■										
Réunions de coordination	■	■	■	■	■							
Atelier consacré à l'esprit coopératif (40 h.)						■	■					
Acte fondateur							■					
Légalisation							■	■	■	■	■	
Création du Centre National d'Information en ligne						■	■	■	■	■		
Acquisition du matériel				■	■							
Configuration et mise en réseau du serveur de la coopérative									■	■		

## 8. CADRE INSTITUTIONNEL

L'Association eNicaragua (créée en octobre 2003 par l'Association Internet du Nicaragua – NIA) sera responsable de l'administration du projet (coordination et mise en œuvre), conjointement avec les groupes locaux de communication audiovisuelle. Des liaisons seront établies dès le départ avec la création de la coopérative d'échanges d'informations afin que l'assistance institutionnelle nécessaire soit accessible.

L'enregistrement de l'Association eNicaragua en juillet 2007 constitue la dernière étape d'un processus entamé en 2002 avec la réalisation de la première – et à ce jour la seule – enquête complète sur le niveau de développement des NTIC et leur utilisation dans tous les secteurs.

De 2005 jusqu'à aujourd'hui, eNicaragua assume la fonction de Bureau de Liaison pour la Société de l'Information pour Tous (CONIPROSIT). Ce Comité, qui compte 78 membres appartenant à divers d'activité, représente un équivalent national dans l'optique du Sommet Mondial de la Société de l'Information. Son organisation renforce le rôle du Nicaragua, l'un des Vice-Présidents du Sommet et porte-parole de l'Amérique latine et des Caraïbes.

## 9. VIABILITÉ A LONG TERME

Les médias locaux sont autosuffisants grâce à la vente de temps d'antenne à des fins commerciales et non commerciales. La capacité de développement obtenue grâce à une utilisation judicieuse des NTIC, et plus particulièrement de celle du serveur de la Coopérative permettra de renforcer les relations entre les médias locaux et les agences de publicité. L'accès des stations au Centre d'Information en ligne sera payant.

La Coopérative Nationale sera l'outil principal de la viabilité de du projet, et la mise en œuvre d'un mécanisme de paiements sera un gage de continuité. Le plan de gestion est basé sur un système de paiement pour le temps d'antenne et de paiement pour la réutilisation du contenu des programmes, ce qui impliquera une amélioration constante de la qualité des productions.

Au cours de l'étape initiale du projet, les contributions de ses membres, qui représentent différents secteurs (ONG, universitaires, milieux d'affaires), constitueront l'appui institutionnel indispensable.

## 10. SUIVI DU PROJET

L'Association eNicaragua et la Coopérative Nationale se partageront les activités de suivi, avec l'intention de mettre en évidence les effets du projet sur la consolidation interne des médias locaux.

## 11. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

Pour procéder à l'évaluation du Centre d'Information en ligne, un calendrier de mise en œuvre sera établi dès le départ, avec une série d'indicateurs portant sur la qualité et sur l'efficacité. A l'issue des activités, un rapport détaillé sera élaboré.

## 12. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

Sur la base du suivi établi conjointement par eNicaragua et la Coopérative Nationale, eNicaragua présentera tous les quatre mois un rapport sur le déroulement des activités, les difficultés rencontrées et leurs solutions.

### C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

#### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

Project N Budget codes	Funds (US \$)	Project title	Period
PDC/7 NIC/01 350-NIC-71 350-NIC-91	45 000 30 000	Establishment of News Agency	1987-1991
PDC/20 NIC/01 548-NIC-5060 Fit-Luxembourg	35 000	Training in communication for strengthening of democracy and the culture of peace	2003-2004
PDC/51 NIC/01 354-NIC-5061	25 000	Training programme in radio production for community communicators	2007-2008

Total Nicaragua: US \$ 100 000 + US \$ 35 000 (FIT-Luxembourg)

#### Activités préparatoires

Parmi les institutions qui ont précédemment apporté leur appui à eNicaragua, on note la Banque Mondiale, la Fondation Gateways pour le Développement (DGF), la Coopération Suisse pour le Développement (COSUDE) et l'UNESCO. La procédure d'introduction d'une demande d'accès à l'Internet (DAI) a été réalisée avec un financement de la Banque Mondiale. L'assistance de la DGF a servi à créer *country.net*, mécanisme d'échanges d'informations et de services entre les pays qui bénéficient de Gateways Development.

### D. BUDGET

#### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

Inventaire des médias, nationaux et à l'étranger :	2 500
Réunions régionales de coordination pour la création de la Coopérative Nationale d'Echanges d'Informations :	1 500

Atelier consacré à l'esprit coopératif (40 h.) :	4 000
Acte fondateur de la Coopérative Nationale d'Echanges d'Informations :	300
Création du Centre National d'Information en ligne (contrat de 4 mois pour deux concepteurs de système) :	3 000
Matériel pour l'hébergement du Centre National d'Information en ligne (serveur, logiciels appropriés, batteries, régulateur de tension) :	8 000
Equipement (WiFi, câble ou modem DSL) :	8 000
Atelier de formation de 3 jours sur l'utilisation appropriée des NTIC locales (location des installations, équipements audiovisuels, matériels pédagogiques, honoraires des formateurs, hébergement, subsistance et frais de voyage) :	2 000
Production de contenus, de graphiques et duplication du manuel sur l'utilisation des NTIC :	2 200
Inauguration du Centre National d'Information en ligne :	600
Conception et impression des documents promotionnels pour le Centre National d'Informations :	1 500
Suivi et évaluation :	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>34 600</u></b>

<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)</b>	
Organisation de la mise en œuvre du projet :	200
Inventaire des médias, nationaux et à l'étranger :	1 000
Réunions régionales de coordination pour la création de la Coopérative Nationale d'Echanges d'Informations :	200
Enregistrement officiel de la Coopérative Nationale (assistance juridique pour la préparation et la présentation du dossier aux autorités) :	8 300
Acte fondateur de la Coopérative Nationale d'Echanges d'Informations :	150
Configuration et mise en réseau du serveur de la Coopérative :	700
Atelier de formation sur l'utilisation appropriée des NTIC locales :	300
Production de contenus, de graphiques, et duplication du manuel sur l'utilisation des NTIC :	800
Inauguration du Centre National d'Information en ligne :	200
Rapport :	400
Audit :	450
Communications :	600
Hébergement du site pendant la période d'installation :	3 600
Equipement (ordinateur, CODEX) fourni par les médias :	22 600
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>39 500</u></b>

# PANAMA

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>PROGRAMME DE FORMATION POUR LES JOURNALISTES POPULAIRES : TECHNIQUES PRATIQUES POUR RENFORCER LEUR NIVEAU PROFESSIONNEL</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/52 PAN/01</b>
3.	<b>CATÉGORIE DE MÉDIA</b>	Télévision
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Formation professionnelle Pluralisme des médias
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US\$ 61 700
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US\$ 31 700
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	<i>Fundación para la Educación en la Televisión (FETV)</i>
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	<i>Fundación para la Educación en la Televisión (FETV)</i>
11.	<b>LOCALISATION</b>	Panama
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Teresa Wong, Directrice générale
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		



## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Dans une société en route vers la mondialisation, apparaît un besoin de moyens de communication alternatifs et populaires qui permettraient aux communautés de sauvegarder leur mode de vie propre, leurs besoins et leurs réussites, pour que la société puisse les connaître et les apprécier.

La *Fondation pour l'Education par la Télévision (FETV)*, a été créée en 1990 pour offrir à la société panaméenne un moyen d'accroître son niveau culturel grâce à des émissions de divertissement de bonne qualité et en suscitant une certaine forme d'esprit critique par l'information, l'orientation et un dialogue permanent portant sur la production de programmes de valeur.

Ce projet s'inscrit à la suite du *Programme pour les Journalistes Populaires*, approuvé par le PIDC en 2005. Il est basé sur l'expérience positive du programme cité et prend en compte les réactions des participants. Nous souhaitons maintenant le poursuivre avec une seconde phase qui mettra l'accent sur des méthodes alternatives de communication. L'un des objectifs majeurs consiste à transformer les communautés rurales en véritables sources d'information, assorties d'une réelle participation. A travers des accords avec les entreprises de presse, elles pourraient donner naissance à des moyens de communication efficaces grâce auxquels les communautés pourraient mieux faire connaître leurs activités, leurs problèmes et les événements de leur existence.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Cent journalistes populaires exerceront une activité au sein de leurs communautés afin de pouvoir transmettre aux stations de radio de la région, aux conseils municipaux, aux organismes civiques, aux centres de santé et aux autorités locales des informations sur la vie de leurs communautés et les problèmes auxquels elles sont confrontées.

### **3. OBJECTIF IMMÉDIAT**

Former une centaine de journalistes populaires aux techniques de la communication alternative en favorisant leur collaboration aux divers médias, afin de sensibiliser l'opinion à l'importance des secteurs marginaux de la société.

### **4. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT**

Favoriser une communication grâce à des techniques alternatives qui faciliteront et renforceront le développement de leurs communautés dans les domaines de l'éducation et de l'organisation.

### **5. INVESTISSEMENTS**

- Coordonnateur ;
- Deux formateurs ;
- Allocation de subsistance ;
- Transports ;
- Hébergement ;
- Matériels et fournitures ;
- Documents pédagogiques ;
- Location d'équipement.

## 6. RÉSULTATS

- Cent journalistes venant des quatre provinces du Panama, formés aux techniques de communication populaire alternative grâce à trois ateliers organisés dans les quatre provinces. A l'issue du programme, se tiendra une convention ou une rencontre à l'échelle nationale où tous les journalistes pourront échanger les expériences acquises au cours des ateliers, et établir des synergies avec les représentants des médias de masse ;
- Publication du *Manuel de la Communication Alternative pour les Journalistes Populaires*, qui constituera la référence de base pour la formation aux techniques alternatives de communication ;
- Une émission hebdomadaire de 30 minutes permettra aux cent journalistes formés dans le cadre de ce projet de diffuser leurs messages sur l'ensemble du pays ;
- Au moins 50 % de ces journalistes collaborons activement avec les moyens de communication locaux au sein de leurs provinces respectives ;
- Les médias nationaux auront davantage pris conscience de l'importance que revêt l'intégration des secteurs les moins développés ou marginaux de la société, pour les associer au développement national.

## 7. ACTIVITÉS

- Sélection et visites aux communautés participantes pour leur présenter les activités de ce programme ;
- Campagne de sensibilisation par la radio et la télévision sur l'importance de ce programme pour la formation aux techniques de la communication ;
- Préparation du *Manuel de la Communication Alternative pour les Journalistes Populaires* ;
- Douze ateliers, soit trois dans chacune des quatre provinces : Colon, Darien, Veraguas et Cocle, consacrés aux techniques du reportage, de la gestion de la voix, de la présentation et des expériences de communication réussies, ainsi que la description du fonctionnement de la télévision, de la radio ou de la presse écrite et l'étude de la manière dont on peut tirer parti des occasions offertes par les grands médias audiovisuels ;
- A l'issue du programme, une réunion nationale sera organisée ; elle permettra aux participants d'échanger leurs expériences ;
- Evaluation des ateliers ;
- Emissions de radio et de télévision qui illustreront les expériences réalisées au cours du programme ;
- Visites à des entreprises de presse (radio, télévision, journaux) pour une initiation à leur fonctionnement ;
- A l'occasion des ateliers, les participants seront encouragés à réaliser des émissions de radio qui leur donneront l'occasion de mettre en pratique les techniques qu'ils auront apprises ;
- Recherche de donations d'équipement.

## 15. PLAN DE TRAVAIL

Activités / Mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Sélections des communautés												
Visites aux communautés												
Promotion des objectifs du projet par radio et par télévision												
Sélection des participants												

Préparation du <i>Manuel de la Communication Alternative pour les Journalistes Populaires</i>														
Tenue des ateliers														
Réunion nationale pour les échanges d'expériences														
Evaluation des résultats														
Diffusion à la télévision de l'ensemble de l'expérience														
Rapport final														

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

La FETV assurera la coordination générale, la mise en œuvre et le contrôle des dépenses du projet.

La FETV a été fondée en 1990 sur l'initiative de l'Eglise Catholique Panaméenne. Sa mission consiste à offrir à la société panaméenne un moyen d'accroître son niveau culturel grâce à des émissions de divertissement de bonne qualité et en suscitant une certaine forme d'esprit critique par l'information, l'orientation et un dialogue permanent portant sur la production de programmes de valeur.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

A l'issue du projet, la FETV recherchera une assistance auprès d'autres institutions de coopération afin de poursuivre ses activités. Elle conclura également des accords avec des organismes de presse pour permettre à ses journalistes nouvellement formés de mettre en pratique le savoir-faire qu'ils auront acquis.

## 11. SUIVI DU PROJET

La FETV évaluera le taux de participation des journalistes populaires aux sessions de formation.

## 12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

La FETV utilisera une méthode d'évaluation portant sur la manière dont les activités ont été conduites dans chacune des phases du projet, afin d'en tirer les enseignements ; elle analysera les réussites, le suivi et la viabilité des résultats.

## 13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

La FETV transmettra un rapport au Bureau de l'UNESCO à San José tous les quatre mois pendant les huit premiers mois, et un rapport final à l'issue des activités.

## C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

PDC/3 PAN/27 350-PAN-31 350-PAN-51 350-PAN-71 350-PAN-91	15 000 35 000 35 000 20 000	Panama Audio-visual training for development	1982 -1990
PDC/14 PAN/01 352-PAN-41	25 000	Publishing equipment for training in journalism	1994 -1997
PDC/18 PAN/01 352-PAN-81			

	30 000	Foster youth participation in the media	1998- 1999
<b>PDC/19 PAN/01</b> 352-PAN-91	30 000	Strengthening and development of radio	1999 -2000
<b>PDC/21 PAN/01</b> 353-PAN-5011	20 000	Continuing education programme for journalists	2003 -2004
<b>PDC/48 PAN/01</b> 354-PAN-5041	18 000	Promotion of media pluralism in Panamanian rural communities	2005-2006
<b>PDC/51 PAN/01</b> 354-PAN-5061	20 000	Free press and ethics in public and private television and radio journalism	2007-2008
<b>Total Panama: US\$ 248 000</b>			

### Activités préparatoires

La FETV a collaboré et / ou travaillé dans le passé avec d'autres organisations internationales telles que :

- USAID: Training Programme on “*Juventud y Participación Ciudadana*” (2007)
- Canadian Funds: Formation Programme “*Juventud y Participación Ciudadana*” (2006)
- IPDC: “*Programa de Capacitación a Comunicadores Populares*”.(2006)
- Justice and Peace Commission: Multi year Programme for Democracy and Human Rights. “*Juventud en Acción*” (2005)
- IPDC: “*FETV: Abriendo horizontes en las Escuelas*” (1999)
- AECI: 110 episode production “*Vivir en el Campo*”.
- Friedrich-Ebert Foundation: Training for producers and camera crew
- OIT: 3 commercials about child labor exploitation
- DW : Joint production of 7 episodes of “*En voz alta*”. Part II.
- YA TE VE AMERICA: Training seminar on production.

<b>D. BUDGET</b>	
<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)</b>	
Deux formateurs (US\$ 300 par atelier × 2) :	7 200
Douze ateliers (subsistance, transports, fournitures et matériels) :	12 000
<i>Réunion nationale : Echanges d'expériences</i> (hébergement, subsistance, transports) :	4 500
Matériel pédagogique : préparation, édition, impression et duplication du <i>Manuel de la Communication Alternative pour les Journalistes Populaires</i> :	2 000
Rapport final : une équipe de prise de vues filmera chacun des ateliers ( <i>ceci va nécessiter la location d'équipement et des dépenses de transports</i> ) :	2 000
Modélisation :	2 000
Location d'équipements et dépenses fonctionnelles :	1 000
Suivi et évaluation :	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>31 700</u></b>
<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)</b>	
Coordination :	5 000
Rapport final : une équipe de prise de vues filmera chacun des ateliers ( <i>ceci va nécessiter la location d'équipement et des dépenses de transports</i> ) :	6 000
Diffusion du programme à la télévision :	5 000
Logistique et administration :	14 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>30 000</u></b>

# PÉROU

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>FORMATION ITINÉRANTE POUR LES JOURNALISTES ET LES ÉQUIPES TECHNIQUES DE “RED TV”</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/52 PER/01</b>
3.	<b>CATÉGORIE DE MÉDIA</b>	Chaînes locales de télévision
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Liberté de la presse ; Formation professionnelle et pluralisme des médias ; Renforcement des médias communautaires
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 38 200
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 25 000
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	<b>TV Cultura</b>
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	<i>TV Cultura</i>
11.	<b>LOCALISATION</b>	Lima
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Carlos Cárdenas, Président de TV Cultura
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## B. PRÉSENTATION

### 1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION

Ce projet s'inscrit dans la continuité des initiatives prises par *TV Cultura* au cours des dernières années dans la recherche de nouvelles méthodes de production télévisuelle au Pérou, que nous appelons "Télévision Citoyenne" (*Televisión Ciudadana*) ; celle-ci met l'accent sur les valeurs démocratiques et encourage la participation de la population au débat et à la recherche des solutions à ses problèmes.

Les efforts que *TV Cultura* a déployés au cours des 8 dernières années avec les chaînes locales ont abouti à la création de l'Association Nationale des Chaînes de Télévision Locales "RED TV". C'est un réseau national qui regroupe les chaînes de télévision locales qui souhaitent l'intégration et la démocratisation de la télévision dans le pays, en encourageant la participation et l'expression d'opinions critiques de la population dans le cadre d'un marché télévisuel libre et compétitif offrant des chances égales. RED TV réunit 35 chaînes de télévision locales. Le projet financé par le PIDC en 2005 : "*Renforcement des moyens de production des stations locales de télévision*" a contribué de manière déterminante à la création de RED TV. Aujourd'hui, *TV Cultura* co-produit avec RED TV l'émission d'informations *Enlace Nacional*, qui est produite et diffusée par 17 stations de télévision dans tout le pays depuis août 2006.

Une enquête menée par IMASEN, organisme indépendant, a révélé que 24 % des personnes interrogées connaissent *Enlace Nacional* et que 19 % regardent souvent cette émission. Ce qui signifie qu'elle est bien appréciée dans les régions où elle est diffusée, et qu'elle contribue à accroître le nombre de téléspectateurs qui reconnaissent être mieux informés sur les questions qui concernent.

Depuis le second semestre 2007, et avec l'accord de l'Assemblée de RED TV, l'émission *Enlace Nacional* est produite et diffusée par 32 stations locales. Le bond quantitatif que cela représente implique une large assistance à la formation pour les journalistes et les techniciens des nouvelles stations participantes. Jusqu'à maintenant, la formation était organisée de telle sorte que les participants devaient quitter leur lieu de travail et se rendre à Lima pour participer à un atelier de 3 jours.

Pour la présente phase d'extension d'*Enlace Nacional*, nous proposons de mettre en œuvre un modèle de *formation itinérante* grâce auquel ce sont les formateurs qui se déplacent et viennent à la rencontre les équipes de production de chaque station, accompagnant la production des programmes d'information, et y incorporant les données nécessaires à la production d'*Enlace Nacional*. L'impact de ce mécanisme ne se limitera pas à la production de notre émission, mais portera sur toute la structure d'information de la station, qui bénéficiera ainsi de l'interaction entre les formateurs itinérants et le personnel local, journalistes et techniciens.

### 2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES

- Un minimum de 30 journalistes chargés de l'information dans les stations de télévision ;
- Un minimum de 45 techniciens chargés du tri, de l'envoi et de la réception des fichiers vidéo par l'Internet pour l'émission *Enlace Nacional* ;
- Les téléspectateurs de 32 chaînes de télévision qui vont produire et diffuser *Enlace Nacional* au cours de cette phase d'expansion. Le public potentiel est estimé à environ 6 millions de téléspectateurs, sans compter la capitale Lima (7 millions supplémentaires) ;
- Les internautes qui visitent le site Web d'*Enlace Nacional* (environ 2 000 connexions par jour).

### **3. OBJECTIF IMMÉDIAT**

Organiser une formation itinérante pour 15 équipes de journalistes et de techniciens d'*Enlace Nacional* pour les aider à produire des sujets destinés aux émissions locales d'information et à *Enlace Nacional*.

### **4. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT**

Produire des émissions d'actualité avec des informations issues de toutes les régions du pays en donnant la priorité aux processus locaux de décentralisation et en les situant dans le contexte national. Cette formation itinérante permettra de renforcer l'expérience professionnelle des équipes de presse dans les domaines du journalisme et de la technique.

### **5. INVESTISSEMENTS**

- Un journaliste et un technicien passeront une semaine dans chacune des stations participantes ;
- Production d'émissions locales d'information ; sélection, préparation et transmission des sujets à *Enlace Nacional*.
- Honoraires des deux journalistes et des deux techniciens ;
- Honoraires du coordonnateur logistique et technique (notre propre contribution) ;
- Frais de déplacement et de subsistance des formateurs itinérants ;
- Production des documents de formation qui doivent être distribués aux participants ;
- Matériel vidéo (fourni par chaque station) ;
- Connexion haut débit à l'Internet (prise en charge par RED TV).

### **6. RÉSULTATS**

- Un manuel de journalisme consacré à la sélection, à la production et au traitement audiovisuel de l'information sera conçu pour les journalistes d'*Enlace Nacional*. 30 exemplaires seront imprimés, soit un pour chacun des membres de l'équipe de journalistes. Il sera également disponible sous forme de CD-ROM et communiqué aux participants par e-mail.
- Un manuel technique traitant du montage, de la compression et du transfert des fichiers numériques vidéo sera conçu pour les techniciens des stations locales. 45 exemplaires seront imprimés, soit un pour chacun des membres de l'équipe technique. Il sera également disponible sous forme de CD-ROM et communiqué aux participants par e-mail.
- Un minimum de 75 membres des équipes de presse issus de 15 stations locales de télévision (2 journalistes et 3 techniciens pour chacune d'entre elles) seront formés selon une méthode qui s'inspire de la production d'informations de la "Télévision Citoyenne" ;
- A l'issue du projet, 32 stations auront totalement intégré *Enlace Nacional* (les 15 formées dans le cadre de ce projet, plus les 17 qui en font déjà partie).

### **7. ACTIVITÉS**

- L'équipe du Centre de formation établira le programme des cours dont les aspects journalistiques et techniques seront conformes à la ligne d'action d'*Enlace Nacional* ;
- Le plan de formation itinérante sera établi en fonction des zones géographiques ;
- Production de deux manuels (un pour le journalisme et un pour la technique) qui seront distribués à tous les participants ;
- Mise en œuvre du plan de formation itinérante ;

- Des évaluations seront entreprises toutes les cinq missions, et leurs résultats seront intégrés dans le programme des futurs ateliers et manuels.

## 16. PLAN DE TRAVAIL

Activités / Mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Conception des cours												
Elaboration des manuels												
Mise en œuvre de la formation												
Evaluations												

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

*TV Cultura* est une association péruvienne de communicateurs sociaux fondée en 1986 pour contribuer au renforcement de l'identité nationale, à la démocratisation de la communication et à la création d'une communication alternative. Elle a recours pour cela à la production audiovisuelle, au développement de nouveaux médias, ainsi qu'à l'analyse et à l'appropriation des nouvelles technologies.

Depuis 1999, elle a travaillé sans relâche au développement de la télévision locale dans l'optique de la Télévision Citoyenne. En 2005, elle a créé l'Association Nationale des Chaînes de Télévision Locales "RED TV".

*TV Cultura* est le principal appui de "RED TV" l'organisme avec lequel elle met en œuvre *Enlace Nacional*. Par ailleurs, le Centre de formation d'*Enlace Nacional* est basé à *TV Cultura*, ce qui garantit la bonne mise en œuvre du projet.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

Sur le plan associatif, RED TV a mis en œuvre un plan stratégique pour la période 2005 / 2009 qui est en cours d'exécution et qui assure la continuité et le renouvellement institutionnel.

Sur le plan économique, ce projet a reçu un financement qui garantit le fonctionnement du Centre de formation pendant deux ans. Dans l'immédiat, les ventes de RED TV suffiront à assurer la poursuite de ses activités. Aujourd'hui, un an avant la fin du financement approuvé, *Enlace Nacional* dispose déjà de 70 % des fonds dont elle a besoin pour fonctionner pendant une troisième année.

Le présent projet propose de former les équipes de journalistes de 15 stations locales de télévision membres de RED TV qui collaborent activement à la production d'*Enlace Nacional*. C'est là l'une des principales garanties de la viabilité de ce projet.

## 11. SUIVI DU PROJET

Un professionnel de l'Organisation pourrait être chargé par l'UNESCO assurer le suivi du projet.

## 12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

Deux évaluations ont été réalisées :

- Au cours du second semestre 2005, l'INFORMET (*Information and Methodologies Institute for Organization Development*) a mis en œuvre le plan financier de RED TV pour l'exercice 2006 / 2010 ; il comportait une référence spécifique à la viabilité économique et financière d'*Enlace Nacional*, et il a conclu à sa viabilité économique et financière.



- En juillet 2006 et juillet 2007, la société IMASEN (Etudes Sociologiques et de Marché) a procédé dans 20 villes à deux enquêtes auprès des téléspectateurs des stations régionales et du programme *Enlace Nacional* ; elles ont donné des résultats très positifs.

### **13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE**

TV Cultura présentera un rapport d'activité tous les quatre mois.

#### **C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

#### **Assistance fournie par le PIDC dans le passé**

PDC/7PER/01 350-PER-71	35,000	Peru Multi-Media Techniques for Literacy Teaching	1986 -1988
PDC/9PER/01 350-PER-91	30,000	Computerization of Andina: Agencia Peruana de Noticias y Publicidad	1989 -1991
PDC/14PER/01 352-PER-41	24,000	Community cultural television	1994 -1996
PDC/16PER/01 352-PER-71	40,000	Communication to Promote Citizens' Participation	1996 -1998
PDC/196PER/01 352-PER-91	30,000	Radio Production Centre for the Promotion of Education and Culture	1999 -2001
PDC/24 PER /01 354-PER-5031	25,000	Strengthening production capabilities of local TV stations	2004-2005
PDC/48 PER/01 354-PER-5041	20,000	Radio and democracy: Participation of the disadvantaged and excluded sectors of the Peruvian society in the decentralisation process	2005 -2006
PDC/49 PER/01 354-PER-5051	12,000	TRAINING PROGRAMME FOR JOURNALIST ON THE CULTURE OF PEACE IN ORDER TO STRENGTHEN PARTICIPATIVE DEMOCRACY	2006-2007
PDC/51 PER/01 354-PER-5061	28,000	PERU: RED RADIAL AMAZONICA FOR THE RIGHTS AND THE PARTICIPATION OF THE NATIVE COMMUNITIES IN THE LOCAL AND REGIONAL DEVELOPMENT	2007-2008
Total Peru: US\$ 243,000			

#### **Activités préparatoires**

- Depuis 1999, *TV Cultura* a travaillé avec les stations qui font partie de RED TV et a organisé 12 ateliers de formation afin de produire conjointement des programmes de télévision avec les stations participantes, ce qui a permis de mettre en œuvre des projets suivants :
- La Télévision Citoyenne (août 2000 – novembre 2001) ;
- Formation aux techniques de production pour 77 journalistes des stations locales de télévision (mai 2004 – septembre 2005), financé par le PIDC ;
- RED TV News : production en cours par *Enlace Nacional*.

#### **Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet**

RED TV fournira son soutien logistique et prendra en charge les honoraires du coordonnateur technique.

### Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC

- *Freevoice* : Assistance au développement des médias (Pays-Bas) a apporté une contribution de US\$ 240 422 pour deux ans ;
- *L'Open Society Institute* (Royaume-Uni) a offert une subvention de US\$ 200 000 pour deux ans.

## **D. BUDGET**

### **BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)**

Définition du programme de formation (journalisme et technique) :	600
Elaboration des manuels (journalisme et technique) :	600
Duplication et /ou impression des matériels pédagogiques :	300
Expédition des documents imprimés :	110
Transport aérien pour les deux formateurs :	3 080
Déplacements locaux pour les deux formateurs :	960
Hébergement, subsistance, transports etc. (2 personnes × 15 jours) :	4 950
2 journalistes (12 jours) :	7 200
2 techniciens (12 jours) :	7 200
<b><u>TOTAL</u> :</b>	<b><u>25 000</u></b>

### **BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)**

Logistique et coordonnateur technique (12 jours) :	13 200
<b><u>TOTAL</u> :</b>	<b><u>13 200</u></b>

## SAINTE-LUCIE

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	“ONE STOP SPORTS” CHAÎNE CÂBLÉE DE TÉLÉVISION LOCALE
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/52 STL/01</b>
3.	<b>CATÉGORIE DE MÉDIA</b>	Télévision et Internet
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Formation professionnelle Développement des médias communautaires
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D’AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 96 800
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 45 000
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Ministère de la Jeunesse des Sports ; James & James Inc.
10.	<b>MAÎTRE D’ŒUVRE</b>	Ministère de la Jeunesse des Sports ; James & James Inc.
11.	<b>LOCALISATION</b>	Sainte-Lucie
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	James & James Inc.
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Sainte-Lucie dispose d'un large éventail d'organismes audiovisuels qui opèrent dans un environnement libéral. Il y a certes des autorités de régulation responsables de l'attribution des licences et des fréquences, mais aucun organisme n'est chargé du contrôle des contenus. Les médias sont relativement peu pluralistes, dans la mesure où les opinions exprimées reflètent des points de vue libéraux dans tous les domaines.

Un problème important est celui de la couverture des activités sportives locales. Les émissions sportives telles qu'elles existent actuellement contribuent dans une large mesure à répandre l'idée que le sport professionnel est la seule perspective d'avenir pour les jeunes talents et les athlètes en début de carrière.

Afin d'encourager les jeunes à s'engager dans des activités sportives à tous les niveaux et à tirer parti des avantages que la pratique des sports offre aux individus et à la société, il apparaît nécessaire de faire en sorte que les résultats sportifs et l'excellence des athlètes de Sainte-Lucie à tous les niveaux soient convenablement répercutés dans les médias locaux.

Ce projet a pour objectif de pallier l'insuffisance des contenus sportifs dans les médias locaux grâce à la création d'une chaîne câblée de télévision locale spécialisée dans la couverture des activités sportives locales et dans des programmes de formation à l'éducation physique. Ce projet vise en outre à fournir des caméras vidéo (et la formation qui leur est associée) aux correspondants des communautés qui collaboreront à la couverture des événements sportifs dans toute l'île, ce qui ouvrira une voie alternative à l'emploi et à l'expression de la créativité. Ce matériel est indispensable à la création de la chaîne, en premier lieu pour les activités de formation, et par la suite pour son utilisation par les correspondants des communautés.

La chaîne proposée, "*One Stop Sports*" sera diffusée par le réseau *Cablevision* de *Cable & Wireless*. *Cablevision* fournira également une aide financière et en nature, donnera la priorité aux activités sportives locales et régionales, aux programmes d'entraînement et d'enseignement sportif, et assurera la promotion des personnalités sportives. Au début, le modèle proposé permettra à "*One Stop Sports*" de diffuser quotidiennement en boucle 4 heures de programmes 24 heures sur 24, avec une perspective d'accroissement de 50 % à la fin de la première année, de 50 % supplémentaires au cours de la deuxième année, et d'offrir une grille de programmes complète dès la troisième année.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

- Le personnel de "*One Stop Sports*" sera le premier à bénéficier de ce projet, ainsi que les 20 correspondants des communautés et/ou les jeunes journalistes sportifs qui seront formés à l'utilisation des caméras vidéo et aux techniques de base de la production télévisée (pré-production et post-production), au journalisme sportif et à l'enseignement du sport.
- Les autres bénéficiaires seront les divers groupes de jeunes, écoles et associations sportives locales, qui verront s'ouvrir devant eux la possibilité de se perfectionner dans ce domaine, et de voir diffusées dans tout le pays leurs performances sportives et leurs compétitions.

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

- Equiper et former 20 correspondants des communautés et/ou jeunes journalistes sportifs, particulièrement des zones rurales, parmi lesquels au moins 7 femmes, qui auront la tâche d'assurer la couverture des événements sportifs locaux ;

- Réaliser quotidiennement 4 heures de programmes télévisés qui seront diffusés sur la chaîne câblée de télévision locale multisports au cours de la première année du projet. Ils incluront également des émissions sur l'éducation physique et sportive.

#### **4. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT**

Créer une chaîne câblée de télévision locale multisports qui mettra l'accent sur la promotion de l'éducation sportive dans les communautés rurales et qui accroîtra la couverture télévisuelle des activités sportives, contribuant ainsi au pluralisme des médias et au développement des médias communautaires.

#### **5. INVESTISSEMENTS**

##### Équipement :

Tout le matériel nécessaire à l'exploitation d'une chaîne câblée de télévision locale (production et diffusion), un studio, des ordinateurs avec leurs logiciels et des caméras de reportage.

##### Formation et ateliers :

Former 20 correspondants des communautés et/ou jeunes journalistes sportifs, particulièrement des zones rurales, parmi lesquels au moins 7 femmes, aux techniques de la production vidéo et du reportage sportif.

##### Coordination du projet :

Elle sera assurée par James & James Inc. et le ministère de la Jeunesse des Sports ;

##### Locaux pour le studio :

Ils seront fournis par James & James Inc. et le ministère de la Jeunesse des Sports.

#### **6. RÉSULTATS**

- La chaîne de télévision câblée "One Stop Sports" est opérationnelle ;
- Un minimum de 20 correspondants des communautés et/ou jeunes journalistes sportifs, parmi lesquels au moins 7 femmes, sont formés aux techniques de la production vidéo et du reportage sportif ;
- Quatre heures par jour d'émissions sportives au cours de la première année, volume qui s'accroîtra par la suite ;
- Plus grande présence des performances sportives dans les médias locaux.

#### **7. ACTIVITÉS**

- Confirmation de l'agence chargée de la mise en œuvre du projet ;
- Préparation de 10 programmes de formation : schémas, méthodes et objectifs ;
- Identification et recrutement des formateurs ;
- Sélection des participants ;
- Préparation des modules de formation, manuels et matériels ;
- Acquisition, installation et essais des équipements ;
- Organisation et distribution des modules de formation ;
- Programmation des activités ;
- Production et diffusion des émissions ;
- Présentation des rapports d'activité ;
- Suivi et évaluation du projet par un Comité mixte.

## 17. PLAN DE TRAVAIL

Activités	Mois											
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Confirmation de l'agence chargée de la mise en oeuvre du projet	■											
Préparation de 10 programmes de formation : schémas, méthodes et objectifs		■										
Identification et recrutement des formateurs		■	■									
Préparation des modules de formation, manuels et matériels			■	■	■							
Acquisition, installation et essais des équipements		■	■	■	■	■						
Sélection des participants				■	■							
Distribution de 10 modules de formation							■					
Programmation des activités					■	■	■	■	■	■	■	■
Production et diffusion des émissions						■	■	■	■	■	■	■
Présentation des rapports d'activité			■			■			■			■
Suivi et évaluation du projet			■	■	■	■	■	■	■	■	■	■

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

Le projet de chaîne câblée “*One Stop Sports*” sera géré par James & James Inc., société entièrement Saint Lucienne dûment enregistrée à Sainte-Lucie. La licence qui a été délivrée à James & James Inc. précise qu'elle ne peut diffuser que des émissions sportives ou en rapport avec les sports. Le Comité chargé du suivi du projet et de son évaluation comprendra des représentants des associations sportives locales et des membres des organisations sportives internationales.

Un représentant du ministère de la Jeunesse et des Sports sera membre de plein droit du Comité Directeur de James & James Inc. Le ministère a donné son accord de principe pour une assistance à la production d'émissions sportives locales (éducation physique et sportive) et à la prise en charge des droits d'émission pour la première année.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

La chaîne sera autosuffisante grâce à la diffusion de spots publicitaires. Une enquête officieuse dans le milieu des annonceurs a montré que la majorité d'entre eux sont disposés à aider la chaîne avec des contrats publicitaires. La redevance annuelle relative à la diffusion câblée sera couverte par *Cable & Wireless* dans le cas d'un accord portant sur des créneaux publicitaires au lieu et place du paiement de ces droits.

## 11. SUIVI DU PROJET

Nous suggérons que le suivi du projet soit réalisé par le Bureau de l'UNESCO à Kingston et par la Commission nationale de Sainte-Lucie pour l'UNESCO, conjointement avec un Comité de Représentants des associations sportives locales et des membres des organisations sportives internationales.

## 12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

La pauvreté des contenus dans le paysage audiovisuel de Sainte-Lucie a fait l'objet de nombreuses études sur l'état des médias à Sainte-Lucie et dans les Caraïbes. Les activités sportives y sont particulièrement mal représentées. La station nationale de Radio Sainte-Lucie a le taux le plus élevé d'information sportives et de couverture des événements sportifs locaux, mais pour autant elle n'a

pas dépassé 4 % de la programmation totale au cours des trois dernières années. Pendant cette période, aucune compétition sportive locale n'a été diffusée dans son intégralité par la télévision locale, que ce soit en direct ou en différé.

Toutes les associations sportives locales et les membres des organisations sportives internationales ont exprimé leur soutien à cette nouvelle chaîne, et se déclarent disposés à collaborer avec "One Stop Sports" pour faciliter la diffusion à Sainte-Lucie de vidéos consacrées à l'entraînement sportif.

### **13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE**

Au cours de la première année, l'organisme bénéficiaire présentera des rapports trimestriels d'activité associés à des enquêtes de satisfaction auprès du public.

## **C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

### **Assistance fournie par le PIDC dans le passé**

PDC/8STL/01 350-STL-81	25,000	Saint-Lucia Improvement of studio production facilities at Radio St.Lucia	1986 -1988
PDC/14STL/01 352-STL-41	43,000	Strengthening of the FM broadcasting capabilities of the Saint Lucia Broadcasting Corporation	1994 -1996
PDC/48 STL/01 354-STL-5041	15,000	Training for the digital newsroom at Radio St Lucia	2005 - 2006
PDC/51 STL/01 354-STL-5061	26,000	ST. LUCIA: SOUFRIERE COMMUNITY RADIO/COMMUNITY MULTIMEDIA CENTRE PROJECT	2007-2008
<u>Total Saint Lucia: US\$ 109,000</u>			

### **Activités préparatoires**

- Inscription de la société au registre des S.A.R.L. ;
- Attribution d'une licence d'émission ;
- Accord de diffusion par *Cablevision*, de *Cable & Wireless* ;
- Obtention de locaux pour le studio et les bureaux ;
- Etablissement d'un schéma de gestion ;
- Matériel pour la programmation et pour l'éducation physique;
- Adhésion à la *Caribbean Broadcasting Union (CBU)*;
- Engagements fermes de contrats publicitaires (11 clients à ce jour) ;
- Formation technique dispensée par le Service d'Information du gouvernement (GIS).

### **Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet**

L'agence mettra des locaux et ses services administratifs à la disposition de la chaîne, et assurera le paiement des charges récurrentes, des personnels auxiliaires, de la licence d'émission et de l'abonnement annuel à *Cable & Wireless*.

## D. BUDGET

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

Acquisition de l'équipement et frais d'expédition ( <i>Annexe I</i> ) :	33 000
Atelier de formation pour les correspondants des communautés ; honoraires des consultants/formateurs ; voyages et subsistance :	7 000
Production des modules et des matériels de formation :	3 000
Evaluation :	2 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>45 000</u></b>

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)

Création de la société (inscription, schéma de gestion etc.) :	2 576
Attribution de la licence :	560
Frais d'installation de la transmission par câble ( <i>Cable &amp; Wireless</i> ) :	3 000
Installation de l'équipement :	800
Abonnement annuel à la transmission par câble ( <i>Cable &amp; Wireless</i> ) :	8 864
Adhésion à la CBU :	1 000
Production des émissions :	15 000
Gestion du projet :	20 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>51 800</u></b>



## St. VINCENT & LES GRENADINES

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>FORMATION AU JOURNALISME EN LIGNE</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/52 STV/01</b>
3.	<b>CATÉGORIE DE MÉDIA</b>	Presse écrite et médias électroniques
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Formation des journalistes ; Promotion de la liberté d'expression et du pluralisme des médias
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Bourses d'études pour 30 journalistes locaux
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 21 600
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 15 300
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Presse locale et médias électroniques
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Interactive Media Ltd.
11.	<b>LOCALISATION</b>	Kingstown
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Interactive Media Ltd.
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Les médias de St. Vincent-et-les Grenadines peuvent être considérés comme libres et indépendants. On compte dans le pays une station de télévision privée, une société de télévision par câble, 11 stations de radio FM et trois journaux locaux. Deux des trois journaux, la station de télévision, la société de télévision par câble et huit des stations de radio exploitent des sites web. La plupart d'entre eux présentent, à des degrés divers, une composante information, mais aucun n'a pleinement exploité les possibilités offertes par la technologie de l'Internet. Sur les 12 entreprises de presse présentes en ligne, seulement 5 procèdent régulièrement à leur mise à jour.

Ce projet va permettre de conférer aux professionnels des médias les aptitudes nécessaires pour étendre le champ d'activité et la portée de leurs sites afin qu'ils puissent offrir à leurs lecteurs des informations pertinentes, spécifiquement conçues pour le web et un forum ouvert à des débats sur les questions d'intérêt national. La formation prévue initiera les journalistes des organismes de presse qui n'ont pas encore de site web aux technologies existantes ; celles-ci leur permettront d'accroître la diffusion de leurs messages grâce à une présence en ligne.

Il faut aussi réaliser que les attentes des lecteurs évoluent. Beaucoup de personnes, et particulièrement parmi les plus jeunes, ne souhaitent pas consacrer des heures à la lecture d'un hebdomadaire, mais préfèrent prendre connaissance des nouvelles de dernière minute sur des sites Internet fréquemment réactualisés.

Il est proposé que 30 bourses d'études soient attribuées à des journalistes travaillant dans les organismes de presse locaux pour qu'ils puissent assister aux cours de journalisme en ligne proposés par l'Institut de Communication de Masse des Caraïbes (CARIMAC) de l'Université les Antilles (UWI). Bien que les journalistes aient une longue expérience de la rédaction des dépêches, la plupart d'entre eux n'ont aucune expérience et n'ont reçu aucune formation à l'écriture et au traitement spécifique de l'information pour le web, pas plus qu'ils ne savent comment tirer le meilleur parti de l'Internet comme source d'information sur les plans de l'efficacité et de l'éthique. Il convient donc d'envisager une réadaptation des habitudes professionnelles.

Par ailleurs, les journalistes vont devoir acquérir rapidement la maîtrise des techniques qui leur permettront d'insérer les photographies et les documents vidéo qui donneront une vie à leurs articles.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Les principaux bénéficiaires seront les rédacteurs en chef, les reporters et les webmasters des entreprises de presse locales.

### **3. OBJECTIF IMMÉDIAT**

Former 30 journalistes aux méthodes spécifiques de la presse en ligne : rédaction et traitement des contenus, maîtrise des technologies de l'Internet journalisme en ligne, e-gouvernance etc.

### **4. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT**

Ce projet va permettre de conforter les contacts entre les entreprises de presse locales et les internautes, renforcer la liberté de la presse et le pluralisme des médias dans le pays et promouvoir le concept de journalisme responsable.

## 5. INVESTISSEMENTS

- Frais d'inscription et de scolarité de 30 journalistes au cours de Journalisme en ligne dispensé à l'Université les Antilles (UWI) ;
- Accès à l'Internet pour les participants ;
- Consultants chargés d'évaluer les sites web des entreprises de presse locales, au début du projet et six mois après son achèvement.

## 6. RÉSULTATS

- 30 journalistes seront formés à la rédaction et au traitement des contenus pour le web, ainsi qu'à la maîtrise des technologies en ligne ;
- Deux rapports (un avant le projet et un autre à son issue) évalueront les sites web des entreprises de presse auxquelles appartiennent les journalistes qui auront suivi la formation en termes de valeur de l'information, facilité d'emploi, conception, interactivité, nombre de consultations, pertinence des informations, recours aux technologies du web etc. ;
- Rapport d'évaluation du projet.

## 7. ACTIVITÉS

- Transmission au CARIMAC des demandes d'inscription des journalistes ;
- Promotion dans la presse locale du cours de l'UWI et de l'offre de bourses de l'UNESCO ;
- Attribution des bourses de l'UNESCO à 30 candidats ;
- Evaluation des sites web avant le début des cours ;
- Cours de douze semaines dispensé par le CARIMAC ;
- Examen des sites web pour l'analyse des résultats de la formation ;
- Rapport final.

## 18. PLAN DE TRAVAIL

Activités / Mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Suivi et évaluation												
Promotion du cours												
Demandes d'inscription au CARIMAC												
Evaluation des sites web ( analyse de contenu)												
Formation des journalistes												
Analyse des résultats												
Rapport final												

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

Interactive Media Ltd. mettra ce projet en œuvre sous le contrôle de la Commission Nationale de l'UNESCO à St. Vincent-et-les Grenadines. La directrice administrative, qui possède 11 ans d'expérience dans la gestion des projets, assurera le contrôle des opérations. Alors qu'elle était coordonnatrice d'un projet financé par l'Organisation des Etats Américains à St. Vincent-et-les Grenadines, elle a été spécifiquement formée à la conception des projets, à leur gestion et à leur évaluation. En outre, elle possède une licence et une maîtrise en informatique ainsi qu'une vaste expérience dans la conception et la gestion des sites web. Interactive Media Ltd. emploie 15 collaborateurs permanents et cinq à temps partiel.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

Les journalistes qualifiés devront s'assurer que la viabilité de leurs sites web est assurée grâce aux revenus générés par leur contenu. Plus celui-ci sera attrayant, plus d'internautes viendront le visiter et plus il attirera d'annonceurs.

## 11. SUIVI DU PROJET

La direction d'Interactive Media Ltd. et les consultants recrutés pour procéder aux analyses de contenu assureront le suivi du projet. Le CARIMAC contrôlera, évaluera et rendra un rapport sur le programme d'études qui a été mis en œuvre.

## 12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

Interactive Media Ltd. a réalisé des enquêtes sur les sites web des entreprises de presse, et les a trouvés insuffisants. Des consultations avec d'autres partenaires ont fait apparaître la nécessité d'une formation théorique des professionnels de la presse.

## 13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

Interactive Media Ltd. présentera un rapport d'activité tous les quatre mois.

### C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

#### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

<b>PDC/8STV/01</b> 350-STV-81	25,000	<i>St. Vincent and the Grenadines</i>	1987 -1989
		Establishment of a radio education unit for the Ministry of Education	
<b>PDC/17STV/01</b> 352-STV-71	50,000	Improving Television Service	1997 -1998
<b>PDC/48 STV/01</b> 354-STV-5041	15,000	Enhancing broadcast and production capacity at NBC radio	2005-2006
<b>Total St. Vincent and the Grenadines: US\$ 90,000</b>			

### D. BUDGET

#### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

Frais de scolarité pour 30 journalistes (US\$ 350 × 30) :	10 500
Evaluation des sites web avant le début et à l'issue de la formation :	4 000
Suivi et évaluation du projet :	800
<b>TOTAL :</b>	<b>15 300</b>

#### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)

Frais d'inscription pour 30 journalistes (US\$ 10 × 30) :	300
Frais administratifs : raccordement à l'Internet etc. (US\$ 200 × 30) :	6 000
<b>TOTAL :</b>	<b>6 300</b>